

NOV. 2021 | #09

Revue collaborative de l'AUAT

Belvedere

URBANISME | AMÉNAGEMENT | TERRITOIRES

CULTURES

ET

TERRITOIRES

EN

DIALOGUE

Pour accéder aux articles
en ligne et aux contenus
additionnels :
www.revue-belveder.org



Belveder la revue collaborative
de l'AUAT

Directeur de la publication :
Yann Cabrol.

Comité de rédaction partenarial
du numéro : Philippe Dugot,
Luc Gwiazdzinski, Jean-Paul Laborie,
Céline Loudier-Malgouyres,
Marianne Sibertin-Blanc ;
et pour l'AUAT : Vincent Ance,
Geneviève Bretagne, Yann Cabrol,
Agnès Domingo, Mickaël Martinez,
Morgane Perset et Frédéric Toupin.

Rédactrice, responsable d'édition :
Morgane Perset.

Communication : Olivier Gibert.

Conception graphique : Fatima Khaldi,
Frédéric Bastier, Damien Fiorella et
Christophe Hahusseau.

Imprimerie : groupe Reprint, Toulouse.
ISSN : 2607-6225. © AUAT 2021.

**Agence d'urbanisme
et d'aménagement
Toulouse aire métropolitaine**

Le Belvédère · 11 bd des Récollets
CS 97802 · 31078 Toulouse cedex 4
Tél. 05 62 26 86 26
www.aua-toulouse.org



É D I T O R I A L

Comment l'urbanisme et l'aménagement peuvent-ils mobiliser des leviers culturels et artistiques ? Comment la culture, dans toutes ses formes, structure-t-elle les territoires ? Alors que le secteur culturel est fortement impacté par les mesures de restriction liées au Covid-19, ces questions méritent d'être partagées avec toutes celles et ceux qui conçoivent et déploient des projets de territoires, et ceci pour une raison essentielle : politiques territoriales et politiques culturelles n'ont de cesse de dialoguer, de se faire écho, de s'entrecroiser.

Si la ville est un objet culturel en tant que tel, si depuis les années 1980 la culture est entrée pleinement dans le champ des politiques publiques, elle reste néanmoins encore trop souvent un faire-valoir. Elle fait aussi parfois l'objet de confiscation, qu'il s'agisse d'une culture institutionnalisée ou, au contraire, d'une culture de contestation frontale.

Dépasser ces seules approches revient à redécouvrir l'enjeu du dialogue entre territoires et cultures tant celles-ci structurent ceux-là. Par leurs liens en matière d'animation de vie sociale, de l'espace public, qu'il s'agisse d'équipements, d'attractivité, de rayonnement, d'ouverture au monde... tout invite à mieux prendre en compte ce dialogue entre cultures et territoires, entre artistes et acteurs de la fabrique urbaine.

Dès lors, l'intégration des démarches artistiques et culturelles dans les réflexions urbaines, dans la construction des projets de territoires, à la ville comme à la campagne, mérite ainsi d'être davantage partagée entre élus, techniciens, citoyens, pour enrichir les approches et nourrir la réflexion territoriale.

Voltaire nous invitait à cultiver notre jardin ; nous vous proposons de mettre nos territoires en culture !

Yann Cabrol
Directeur général de l'AUAT

CONTRIBUTEURS



Anissa AÏSSAOUI

Sociologue, coordinatrice de projet et d'équipe, Un Cœil Sur Ma Ville.



Juliette DONADIEU

Attachée culturelle, ambassade de France aux États-Unis.



Randa MAROUFI

Artiste visuelle.



Samuel BALTI

Maître de conférences en sciences de l'homme et de la société pour l'architecture, membre du Laboratoire de recherche en architecture (LRA), ENSA de Toulouse.



Laure GAYET

Urbaniste, fondatrice de Légendes urbaines, co-fondatrice de l'atelier Approche.s !



Émilie MOREAU

Directrice d'études, Atelier parisien d'urbanisme.



Jean-Louis BONNIN

Consultant culturel, secrétaire de la compagnie Royal de Luxe.



Éliette GUINE

Sociologue, administratrice de la Filature du Mazel.



Emmanuel NÉGRIER

Directeur de recherche CNRS, directeur du Centre d'études politiques et sociales (CEPEL), Université de Montpellier.



Ludovic CALVET

Historien, coordinateur de projet et d'équipe, Un Cœil Sur Ma Ville.



Maud LE FLOC'H

Urbaniste, fondatrice du POLAU (pôle arts & urbanisme).



Audrey SEIGNEURIC

Médiatrice culturelle, Un Cœil Sur Ma Ville.



Régine CHARVET-PELLO

Designeuse, directrice générale, RCP Design Global.



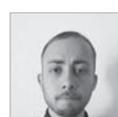
Laura LESCURE

Géographe, doctorante CIFRE, Conseil départemental de la Haute-Garonne.



Mariette SIBERTIN-BLANC

Maîtresse de conférences HDR en aménagement et urbanisme, membre de l'unité mixte de recherche CNRS - LISST - Cieu Université de Toulouse 2 Jean-Jaurès.



Mickaël MARTINEZ

Chargé de mission Prospective et dialogues urbains.



Vincent ANCE

Chargé de projet Économie.



Agnès DOMINGO

Chargée de projet Environnement.



Morgane PERSET

Chargée de mission Prospective et dialogues urbains.



Yann CABROL

Directeur général.



Olivier GIBERT

Responsable pôle Communication.



Frédéric TOUPIN

Directeur des études.

Photographies et illustrations

p.6-11 © Christophe Hahusseau / p.15 © V. Joncheray - Royal de Luxe / p.17 © POLAU / p.18 (de hauten bas) © Pascal Lordon © POLAU / p.21 © Jeanne Franck - Atelier 13 / p.23-25 © Un Cœil Sur Ma Ville / p.26-28 © RCP Design Global / p.29 © Randa Maroufi / p.30-31 © Franck Alix - Pavillon blanc Henri Molina / p.32-33 © Randa Maroufi / p.34 © Alamy / p.36-37 © AUAT / p.39-41 © Alamy © Lucie Hammouti / p.45-46 © Laura Lescure / p.48 © Maison du Banquet et des générations / p.49 © Lucile Marino pour Kaptaprod / p.50 © Kaptaprod / p.51 (de gauche à droite) © Laurent Gouardes © Lucile Marino pour Kaptaprod / p.54-59 © AUAT. Autres crédits : photos libres de droits.



- 8 Action culturelle,
transformations urbaines
et développement territorial
M. Sibertin-Blanc
- 13 L'art et la culture au coeur
du projet urbain
J.-L. Bonnin
- 17 ENTRETIEN AVEC...
Maud LE FLOC'H
A. Domingo et M. Perset
- 20 La coopération culturelle
au service de la fabrique urbaine
à Oakland et Saint-Denis
J. Donadieu, L. Gayet, É. Moreau
- 23 Les petites histoires de chacun
font la grande histoire de tous
A. Aïssaoui, L. Calvet, A. Seigneuric
- 26 ENTRETIEN AVEC...
Régine CHARVET-PELLO
M. Perset et F. Toupin
- 29 ENTRETIEN AVEC...
Randa MAROUFI
M. Perset
- 34 La culture est-elle devenue
Intercommunale ?
Pas si simple...
E. Négrier
- 36 Une cartographie des lieux culturels
dans l'agglomération toulousaine
S. Balti
- 40 Les industries culturelles
et créatives, des stratégies
territoriales au long cours
V. Ance
- 44 Foix, une petite ville singulière
dans son approche culturelle
L. Lescure et M. Martinez
- 47 Le développement de Lagrasse
autour des « arts de lire »
M. Perset
- 49 La Filature du Mazel :
du lieu ressource à la toile
culturelle territoriale
É. Guine
- 52 À lire et à écouter
- 53 **Focus AUAT**

Cultures et territoires en dialogue

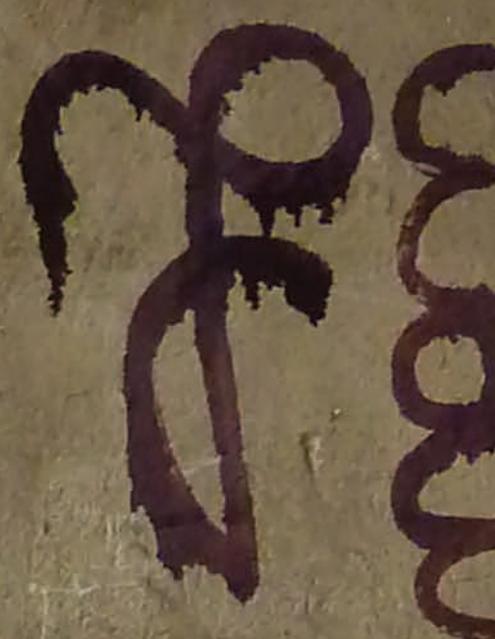
Quels liens entretiennent politiques territoriales et culturelles ? Comment les démarches culturelles et artistiques peuvent-elles accompagner les projets d'aménagement et compléter la boîte à outils de l'urbanisme ? Quel regard les artistes portent-ils sur la ville et les territoires ? Comment la lecture qu'ils nous en proposent peut-elle enrichir nos réflexions ?

Autant de questions que ce nouveau numéro de *Belvedere* propose d'explorer, partant du postulat que les politiques territoriales et culturelles se sont toujours construites en miroir et que, de même, la vie culturelle anime de tout temps nos vies urbaines.

Ce jeu de miroir n'est pas que le fait d'acteurs publics, et les contributions du numéro donnent ainsi à voir des initiatives privées, associatives, de collectifs... qui impulsent des dynamiques culturelles dans les territoires.

Si l'on y parle de cultures au pluriel pour attester de la diversité de ses expressions, les lieux et territoires auxquels font référence les articles sont aussi multiples. La culture se déploie en effet hors les murs, dans l'espace public, en pleine nature et dans de nouveaux lieux hybrides à l'image des tiers-lieux. C'est de ce dialogue riche, multiforme et constamment renouvelé que veut rendre compte ce numéro de *Belvedere*.





allô ?



ACTION CULTURELLE,
TRANSFORMATIONS URBAINES
ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Vers une relation renouvelée ?

Mariette SIBERTIN-BLANC

La vie des territoires est rythmée par des temps et des lieux culturels et artistiques. Cette relation n'a eu de cesse d'être renouvelée dans l'histoire : des lieux de sociabilité pour la bourgeoisie au XVIII^e siècle, en passant par les politiques d'équipements des années 1950 à 1980, les stratégies de marketing territorial des années 1990, les approches créatives des années 2000 jusqu'aux démarches aujourd'hui tournées vers les questions de qualité de vie et d'hospitalité des territoires et même jusqu'à la mise en suspens des relations pendant les périodes de confinement. La vie culturelle et artistique est bien en miroir du développement des territoires.

Vie culturelle en pandémie : l'épreuve du manque

Partageons désormais une évidence : la vie culturelle, les lieux de convivialité et d'échanges, les espaces de savoirs et de connaissances sont bel et bien essentiels. Les trop longs mois pendant lesquels se sont éteints éclairages scéniques, sons puissants et grands écrans, et où sont restés inaccessibles expositions, parquets de danse ou rendez-vous sur les murs de graff, auront eu ce petit bénéfice : la mise en exergue que nos vies, urbaines ou non, sont rythmées et intensifiées par des temps et lieux associés aux expressions culturelles et artistiques. Car si *la culture* n'a pas été à l'arrêt, son partage et la création ont été pour leur part très altérés, finalement à l'image de la vie sociale et de la vitalité urbaine. En effet, une autre quasi-banalité mérite sûrement d'être énoncée : il ne peut y avoir de vie commune sans expression ni partages artistiques, quels qu'ils soient. La réflexivité, l'intentionnalité et leur médiation sont le propre de l'humain et passent par cette mise en culture, via des propos artistiques qui expriment nos émotions, espoirs, rêves ou déceptions, scepticismes ou engagements. Et ce, dans les villes en particulier. Il est trop tôt pour savoir ce que cette épreuve mondialement partagée laissera comme traces dans l'espace urbain : quelles marques laisseront le focus mis sur la proximité, les tensions entre santé et liberté, le besoin de nature, la qualité des logements, quand l'espace domestique devient primordial, quand les temps familiaux/professionnels/de loisirs, quand les liens sont en virtualisation exponentielle ? Gageons pourtant que les témoignages de cette époque seront visibles : comme lors de précédentes périodes, les expressions artistiques et l'action culturelle sont en miroir des problématiques du développement des villes et de leur société.

Un lien historique entre production urbaine et présence culturelle dans la ville

Sans remonter aux villes de la Renaissance qui rivalisaient d'expressions culturelles comme incarnation de leur puissance, les exemples sont nombreux pour rappeler le lien entre développement des villes, problématiques sociétales et lieux culturels. Ainsi, les premiers musées des Beaux-Arts de Toulouse et Bordeaux furent créés à la fin du XVIII^e siècle par la mobilisation d'amateurs et d'artistes souhaitant préserver les œuvres des turbulences révolutionnaires. De fait, au cours du XIX^e siècle et jusqu'à la création du ministère de la Culture en 1959, se combinent, d'une part, la préoccupation de l'État de préserver et valoriser, dans une perspective patrimoniale, œuvres et monuments, d'autre part, des actions locales portées par les édiles qui sont préoccupés par à la fois l'enseignement artistique et la création de lieux de sociabilité urbaine : les villes se dotent ainsi « *de salles de spectacles modernes où les notables pourront accueillir les tournées parisiennes ou leurs imitations locales avec, ici ou là, quelques productions originales, liées à des traditions culturelles puissantes, du Capitole de Toulouse aux music-halls marseillais* »¹.

L'intrication des processus urbains, sociétaux, culturels et de pouvoir se lisent de manière continue : à l'épisode des équipements bourgeois succède plus franchement la période des lieux issus des mouvements d'éducation populaire : les travaux scientifiques bordelais² (Augustin, 1998, Taliano-Garets, 2007) ont montré comment progressivement des équipements – MJC³, salles de spectacles, centres culturels – se sont développés dans les quartiers et villes périphériques, structurant ainsi les nouveaux quartiers populaires. L'intervention culturelle contribue alors à un maillage urbain de

¹ ORY P., « L'État et la culture de la Révolution à 1959 », in SAEZ G. (dir.), *Institutions et vie culturelles*, La Documentation française, 2004, p. 9-13.

² AUGUSTIN J.-P., LATOUCHE D. (dir.), *Lieux culturels et contextes de villes*, MSHA, 1998.

³ Maisons des jeunes et de la culture.



JR, *The Wrinkles of the City*, Berlin

services, à l'instar des premières politiques d'aménagement culturel du territoire avec les théâtres et les bibliothèques pour l'échelon national, et les projets de développement culturel urbain des années 1970 à l'échelle municipale.

Les logiques de proximité valorisées dans les années 1970 et 1980 ont accompagné des politiques locales liées à la décentralisation, avec des projets de maires déclinant le slogan *changer la vie, changer la ville* et s'engageant ainsi dans des investissements culturels. Le « jeu du catalogue » dénoncé par E. Friedberg et P. Urfalino⁴ est alors en pleine effervescence : chaque métropole régionale, à l'instar de Montpellier durant le mandat de Georges Frêche, ambitionne d'entrer dans la course de la compétition territoriale en se dotant du panel d'équipements incontournables et souvent peu contextualisés (musée, théâtre, salle de concerts, conservatoire, etc.).

Viendront plus tardivement les festivals, icônes d'une autre stratégie de développement : le marketing urbain au service duquel, une fois encore, se prennent des initiatives culturelles. Cette période est le reflet de deux problématiques fondamentales dans les villes des années 1990 : non seulement la nécessité de se positionner dans un contexte de mondialisation et de concurrence territoriale – en cela les festivals sont un outil efficace, producteur d'un affichage régional ou national –, mais aussi la reconversion économique qui conduit aux premières initiatives de tourisme urbain via des lieux symboliques forts. Les grands équipements d'architectes de

renom émergent, s'inspirant par exemple de l'image mondialement connue de l'opéra de Sydney. Les villes espagnoles, plus tardivement, contribueront largement à ce croisement entre marketing urbain et icônes architecturales, quitte à ce que ces « éléphants blancs » soient dépourvus de sens et contenus artistiques, comme le démontrent clairement les sociologues à propos des réalisations de Valencia⁵. En urbanisme, le cas de Bilbao fut d'abord considéré comme le modèle à suivre : le musée n'avait-il pas permis à la ville de sortir d'une crise sociale et industrielle dramatique ? Puis comme un exemple à interroger : quelle qualité de contenu dans ce geste architectural ? Quel impact sur les dynamiques culturelles endogènes de la métropole basque ? Et finalement, ce renouveau ne serait-il pas le résultat d'un projet urbain complexe et multisectoriel ?

L'instrumentalisation de l'action culturelle à des fins économiques et urbaines a trouvé son paroxysme dans les années 2000, dans le tourbillon de la créativité. Alors que B. Grésillon définit la présence culturelle en ville comme « des productions idéelles, artistiques et intellectuelles d'un individu ou d'une société qui s'expriment à travers des lieux, des acteurs et selon des logiques spécifiques »⁶, les logiques créatives sont tout autres : il s'agit d'intégrer, dans les quartiers souvent industriels en reconversion et dans les emplois, la création de valeurs d'ordre économique par la connaissance et la créativité, mettant au second plan, parfois loin derrière, l'acte et la réception artistiques, ou même l'importance des ressources locales, des expressions culturelles ou la typicité de telle ou telle ville. Combien de quartiers de villes occidentales, lancés dans cette course créative, se ressemblent désormais, quelle que soit leur trajectoire antérieure ? À la création artistique et aux industries culturelles (édition, musique, jeu vidéo), s'ajoutent donc des activités telles que le design, l'architecture, la publicité ou encore certaines activités informatiques. Initiée dans les années 1990 par le ministère de la Culture et de la Recherche britannique pour les activités et les villes créatives⁷, et surtout développée dans les débats scientifiques nord-américains⁸, la créativité est désormais un incontournable pour les métropoles régionales, mettant en avant les dynamiques que ces activités suscitent. Si les théories de la classe créative ont été largement critiquées et remises en question pour la faiblesse de leur assise méthodologique, il n'en demeure pas moins que des « quartiers créatifs » – associés souvent à des processus de gentrification –, tout comme des emplois qualifiés et métropolitains liés à la créativité, ont aujourd'hui intégré la plupart des stratégies portées par les métropoles.

4 FRIEDBERG E., URFALINO P., *Le Jeu du catalogue. Les contraintes de l'action culturelle dans les villes*, La Documentation française, 1984.

5 RIUS-ULLDEMOLINS J., FLOR MORENO V., HERNÁNDEZ I MARTÍ G.-M., « The dark side of cultural policy : economic and political instrumentalisation, white elephants, and corruption in Valencian cultural institutions », *International Journal Of Cultural Policy*, 25(3), 2019 p. 282-297.

6 GRÉSILLON B., « Ville et création artistique. Pour une autre approche de la géographie culturelle », *Annales de Géographie*, n° 660-661, 2008, p. 179-198.

7 AMBROSINO C., « Ville créative et renaissance urbaine. Retour sur la genèse intellectuelle d'un modèle urbain du XX^e siècle », *Riurba*, n° 6, 2018 [en ligne].

De la créativité au bien-vivre territorial : une bifurcation discrète ?

L'approche créative, centrée sur la dimension économique et le plus souvent déterritorialisée⁹, a eu tendance à gommer le cœur de ce qu'est une vie culturelle pour le développement d'un territoire : la construction de temps collectifs, la nécessité de construire des récits communs, de valoriser de nouveaux imaginaires et, comme le dit Alain Damasio, *d'empuissanter les individus* pour leur donner de nouvelles perspectives d'être ensemble, libres de leur destin. Participant au bien-vivre territorial, la vie culturelle devient à ce titre un pilier d'une nouvelle orientation du développement local, mieux à l'écoute des singularités et diversités, mais aussi des croisements – d'acteurs, de lieux, d'échelles et de champs d'intervention¹⁰. La création – sa pratique, sa diffusion – au service du pouvoir d'agir (ou *empowerment*) contribue, à l'échelle des quartiers, de la ville ou au-delà, à des expériences vécues, à des émotions ressenties individuellement ou collectivement. Plusieurs signaux, quoique encore faibles, laissent penser à l'entrée dans une nouvelle phase de ce lien entre culture et développement urbain. Et la situation pandémique accentue son acuité : la culture pour contribuer non plus à l'attractivité ou à la requalification urbaine, dans un esprit de compétitivité comme l'ont fait les villes anglo-saxonnes, mais la culture pour contribuer à la qualité de la vie dans la ville, à son hospitalité, à sa vitalité démocratique. Dans cette perspective, la place est donnée à la relation, à l'expérience, au pouvoir d'agir dans l'espace public (au sens politique et spatial). Cette tendance se voit concrétisée par la structuration

de politiques de culture scientifique (à Toulouse le Quai des Savoirs), le retour en force de l'éducation populaire, la force également des arts de la rue qui mettent en libre expérience, grâce à des rencontres parfois fortuites, des expressions artistiques souvent engagées et réflexives sur l'état et les enjeux de notre société – cf. Pronomade(s).

L'inscription des droits culturels dans la loi NOTRe et la loi CAP (culture, architecture et patrimoine) contribue à donner de nouvelles assises à cette période, remettant en avant l'action culturelle en faveur d'un projet de société urbaine. En effet, sortant de la stricte approche de « l'accès à la culture » qui sous-entend un mouvement descendant, les droits culturels visent à reconnaître que chaque individu ou groupe est porteur de cultures, souvent croisées ou même créolisées, pouvant s'exprimer, se pratiquer, se partager dans la cité. Ces droits – reconnus dès la Déclaration de 1948 des droits de l'homme et du citoyen – impliquent une approche beaucoup plus ouverte de la définition de la culture, associant, comme le fait l'UNESCO dans sa définition de la diversité culturelle, les beaux-arts, les lettres et les façons de vivre ensemble – donc ici une dimension anthropologique de la culture. Si chaque habitant est porteur de cultures issues de ses trajectoires familiales, amicales, professionnelles, qu'il déploie dans des villes et modes de vie mondialisés où la culture nord-américaine a largement infusé nos écrans et nos pratiques, les politiques publiques ont à se saisir de ce nouvel enjeu, et à reconnaître cette richesse. C'est ce à quoi invitent les lois précitées de 2015 et 2016. Au-delà d'un glissement sémantique faisant passer de *la culture aux cultures*, de la démocratisation culturelle aux droits culturels,

⁸ SCOTT A. J., *The Cultural Economy of Cities : Essays on the Geography of Image-Producing Industries*, SAGE, 2000.
FLORIDA R., *The Rise of the Creative Class: And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, Perseus Books Group, 2002.

⁹ BAILONI M., « La reconversion des territoires industriels par la culture dans les villes britanniques : un modèle en crise ? », *Belgeo*, 2014 [en ligne].

¹⁰ SIBERTIN-BLANC M., « Territorialisation et décloisonnement de l'action culturelle en faveur du développement sensible des territoires », *RERU*, 2021/3.

JR, *Belle de Mai Unframed*, Marseille



il s'agit d'une approche beaucoup plus complexe des arts et pratiques culturelles, intimement liés à ce que chaque individu ou groupe peut éprouver, créer, partager¹¹.

La diversité des expressions et les croisements multiples se détectent dans différentes initiatives qui sont autant de signes, rares et discrets, en faveur d'une réelle bifurcation de l'action culturelle locale :

- les modalités d'intervention des institutions culturelles telles que les scènes nationales qui déploient des actions hors les murs – dans l'espace public, dans des équipements non culturels –, appliquant en ce sens les logiques de *l'aller vers*. Si des collectifs d'artistes, des coopérations ou compagnies œuvrent dans ce sens depuis des années (réunis via des réseaux tels que l'UFISC), ce mouvement semble aujourd'hui infuser chez des acteurs plus institutionnels ;
- l'importance aujourd'hui de l'inclusion d'artistes dans des projets urbains, considérant qu'ils accompagnent ainsi les habitants à participer à la transformation de leur ville (Bruit du frigo, le POLAU, De l'aire), mais aussi qu'ils interrogent le devenir des villes, les espaces du collectif, les perspectives de mutation de certaines friches urbaines (projet Transfert à Nantes) ;
- la montée en puissance des logiques d'hybridation : bien sûr les nouveaux territoires de l'art (friches culturelles) ont montré à quel point la richesse des créations croisées, le contact direct avec des gens (et moins des publics) peuvent jouer un rôle dans la vitalité de la cité. Plus récemment, ce sont dans des tiers-lieux ou des FabLabs que l'art et la culture se déploient, plus ou moins discrètement et croisés avec différentes problématiques urbaines (à l'instar des Grands Voisins à Paris)... Et, à l'inverse, des équipements identifiés comme institutions culturelles deviennent des lieux qui interagissent avec des problématiques tiers, telles que les modes de consommation ou l'urgence climatique – accueil d'une AMAP, implication dans des réalisations écologiques, etc. ;
- le renforcement de l'approche transversale dans la planification urbaine associée aux dispositifs de revitalisation territoriale : dans la politique de la ville avec le volet culturel des contrats de ville et les actions conduites par les conseils

citoyens, ou hors métropoles dans les projets Action cœur de ville, Petites villes de demain. Progressivement, timidement, émergent des savoir-faire en faveur de la transversalité et du décloisonnement thématique de l'action locale. Si les interventions publiques en silos sectoriels ont encore de beaux jours devant elles, les expériences croisant culture/éducation, culture/tourisme, culture/urbanisme ou même culture/santé illustrent cette capacité progressive qu'ont les projets culturels à se déployer dans des dialogues construisant un projet de territoire qui pourrait mettre savoir, imagination et émotion *au cœur* : non pas comme un supplément d'âme mais plutôt comme une raison fondamentale d'œuvrer à la transformation des territoires. Le temps d'appropriation des logiques liant de nouvelles parties prenantes n'est pas à négliger, et des obstacles sont à franchir : comprendre les vocabulaires et les référentiels métiers de nouveaux partenaires, dépasser la crainte de l'instrumentalisation de la culture et des arts, accepter la subversion de certains propos artistiques, être attentif à ce que la création ne soit pas l'occasion d'exclusion de certains groupes sociaux...

Cette évolution, considérant l'action culturelle au service de projets de territoires valorisant le bien-vivre et le sensible, est pour l'instant de l'ordre du frémissement. Elle rencontre pourtant franchement des problématiques qui émergent aujourd'hui chez les acteurs de l'aménagement urbain : ambitions de métropoles plus hospitalières¹², valorisation des communs urbains¹³, invocation, parmi les transitions de l'urgence, d'une démocratie plus ouverte et continue. L'absence, chez nombre d'acteurs de l'urbanisme et de l'aménagement, de la connaissance des référentiels des politiques culturelles et acteurs artistiques demeure un vrai talon d'Achille pour confirmer ces perspectives. Sans viser la spécialisation en la matière, des engagements en faveur de formations – d'élus, de techniciens, de consultants – pourraient devenir opportuns, à l'instar de ce que fut l'appropriation d'autres notions ces dernières décennies : pensons à l'intégration du développement durable dans les outils de planification dans les années 2000, ou aux outils de la concertation dans les projets plus récemment. ■

¹¹ Ainsi, la charge de l'élu à la culture de Poitiers est intitulée depuis 2020 : Adjoint aux Espaces publics, délégué aux droits culturels.

¹² TALANDIER M., *Résilience des métropoles. Le renouvellement des modèles*, PUCA, « Les Conférences POPSU », 2019.

¹³ KEBIR L., WALLET F., *Les Communs à l'épreuve du projet urbain et de l'initiative citoyenne*, PUCA, « Réflexions en partage », 2021.

L'ART ET LA CULTURE AU COEUR DU PROJET URBAIN

Jean-Louis BONNIN

Jean-Louis Bonnin a participé au développement de politiques et de lieux culturels dans plusieurs villes : il a ainsi été directeur de la culture de Nantes et de Blois, responsable de l'action culturelle de la Maison de la culture de La Rochelle, directeur de la Scène Nationale d'Albi, président du Centre National des Arts de la Rue de Niort-La Rochelle, de l'ensemble Ars Nova et de l'Observatoire des politiques culturelles. Il est actuellement secrétaire de la compagnie Royal de Luxe. Fort de ces expériences, il nous livre ici son regard rétrospectif sur l'évolution des liens entre projet urbain et culturel.

L'ambition de nombreux projets de développement et d'attractivité des territoires implique la dimension culturelle dans leur stratégie politique. Pour cela, le dialogue entre les acteurs des politiques culturelles, artistiques et les responsables du projet urbain et de développement de la ville est indispensable. Ce dialogue se heurte cependant à la complexité des enjeux, à l'autonomie de chacun, à la difficulté de créer du commun dans l'écart des visions et pratiques professionnelles pour le « rêve d'une ville »¹. Comment ce dialogue peut-il être créatif et critique à partir des contradictions, des tensions qu'il révèle ? Comment ne pas être enfermés dans les concepts du marketing territorial qui font florès de ville en ville : ville créative, intelligente, durable, *smart city*, ville du quart d'heure... Comment prendre en compte ces différentes dimensions, impliquer – sans instrumentaliser – l'imaginaire des artistes dans le développement d'une « ville sensible » ?

L'art et la culture hors les murs à La Rochelle et Blois

Est-il si lointain le temps de mes premières activités professionnelles où la décentralisation et la démocratisation culturelle passaient par le développement de lieux institutionnels reconnus par le ministère de la Culture ? La rencontre avec les aménageurs de la ville s'exprimait beaucoup plus dans les échanges avec l'architecte, le scénographe. L'important se trouvait dans le geste architectural dans le centre-

ville et la capacité du lieu à accueillir les différentes disciplines artistiques, à offrir de bonnes conditions de confort et de visibilité aux publics.

Ce sont mes souvenirs de la construction de la Maison de la culture de La Rochelle. Mais nous éprouvions déjà le besoin de sortir des murs, du cadre de la scène du théâtre, pour nous intéresser à celle du centre-ville. Les projets s'ouvraient sur la ville, ses quartiers avec des concerts sur les quais et des arts plastiques dans une rue du centre-ville que la municipalité voulait piétonne (au grand dépit des commerçants !). Il s'amorçait là la mutation de la ville en lieu touristique, du port de pêche en port de plaisance, le renforcement de l'activité culturelle par la multiplication des festivals, de l'événementiel... Ce regard rétrospectif souligne pour moi le lien, les interférences, conscientes ou non, entre projet urbain et projet culturel, au risque de la confusion entre les projets politiques du tourisme et de la culture.

Ma rencontre à Blois avec l'architecte Patrick Bouchain, alors responsable de l'atelier d'urbanisme de la ville, fut déterminante. Elle imposait ce dialogue et ce regard nécessaires des artistes sur l'évolution de la ville. L'investissement des friches croisait le regard de collectifs et démontrait la volonté d'abattre des frontières et des hiérarchies disciplinaires. De même, les échanges avec le spécialiste de l'histoire et de l'aménagement des jardins Jean-Pierre Picheat pour la création du Festival International des Jardins de Chaumont-sur-Loire, furent autant d'étapes pour interroger la place des artistes dans la fabrique du paysage et de l'environnement.

¹ *Le Rêve d'une ville : Nantes et le surréalisme*, musée des Beaux-Arts de Nantes, bibliothèque municipale de Nantes, 17 décembre 1994-2 avril 1995.

L'île de Nantes, espace de structuration de la politique culturelle de la ville

Mon expérience la plus forte s'est déroulée à Nantes pendant quinze ans : de la réhabilitation de l'usine LU en lieu de production culturelle, au mémorial de l'esclavage, à l'île de Nantes... chacun de ces projets culturels et d'aménagement urbain a soulevé des débats internes, des rapports de force. Qui se souvient des tensions autour de LU ? Fallait-il raser l'usine et poursuivre une offre de bureaux proches de la gare, construire un grand musée d'Art contemporain ou sur la traite négrière, proposer un théâtre emblématique avec un geste architectural attractif ? L'occupation du site par la compagnie Royal de Luxe ou encore l'organisation du Festival des Allumées allaient proposer une autre forme d'usage de la friche. Aménagement souple, modulable, transparent, gardant les traces et la mémoire du site, ce que Patrick Bouchain a complètement intégré

dans sa réhabilitation. Nous pourrions aujourd'hui nous réinterroger sur son réaménagement en tenant compte de nouveaux usages.

Notre politique culturelle voulait développer les différentes filières artistiques et culturelles (éducation, formation supérieure, production, création et diffusion). Elle allait trouver sur l'île de Nantes l'espace de sa structuration, adapté aux fonctions de chaque maillon (public/privé) des filières : favoriser la création de clusters, répondre aux besoins de collectifs, d'un « quartier de la création »... Cela nécessitait un dialogue, une complicité avec l'aménageur. En témoignent les conceptions de Laurent Théry, alors directeur de la Samoa (Société d'aménagement de la métropole Ouest Atlantique) et

d'Alexandre Chemetoff, urbaniste en chef de l'île de Nantes, pour préserver la mémoire et les traces de l'histoire du site, aménager les friches selon un plan guide modulable tenant compte des opportunités, du rythme des projets et des expérimentations artistiques dans les lieux. Cela n'aurait pas été possible sans une complicité, une amitié construite dans nos rencontres informelles du lundi soir, les échanges libres où les différences d'analyses et les tensions devenaient source de travail en commun et

préparaient les commissions techniques, la consultation des élus. La difficulté résidait plus dans les blocages de l'administration, ses normes, ses habitudes... Le politique acceptait cette part du risque, de l'expérimentation. Je n'oublie pas l'importance des journées de travail de groupe avec le maire dans d'autres villes d'Europe et à l'international sur ce lien entre projet urbain et culturel dans le développement des villes, pour prendre parfois le contre-pied, mais toujours pour s'enrichir d'autres pratiques éloignées de nos contingences et habitudes. Tous ces projets ont contribué à un récit, une représentation de la ville.

Il est souvent évoqué cette expression de Julien Gracq dans *La Forme d'une ville* : « *Il n'y a pas de ville sans une représentation mentale de la ville [...]. [Cette ville] je l'ai remodelée selon le contenu de mes rêveries intimes, je lui ai prêté chair et vie selon la loi du désir plutôt que selon celle de l'objectivité.* » L'enjeu est bien de construire une ville sensible, où s'expriment l'imaginaire, la « poétique de la ville »², le foisonnement de la création, où s'entrecroisent, s'entretissent les différentes politiques publiques/privées. C'est par les relations entre politiques qu'une ville se transforme, c'est parce que la ville projette un autre désir de devenir que les institutions doivent évoluer dans leur relation et vision globales du territoire.

« *Des villes font rêver parce qu'elles portent une promesse d'intensité relationnelle, culturelle, émotionnelle* »³, promesse qui trouble l'usage quotidien de la ville et réintroduit l'individu dans sa subjectivité. Avec Walter Santagata, économiste italien, nous discutons de l'atmosphère, de l'ambiance créée dans l'île de Nantes, dans la ville, mais aussi du risque d'une gentrification, d'un entre-soi, d'une nouvelle fragmentation de la ville, de ces imaginaires cloisonnés à l'identité d'un quartier : quartier *high tech*, quartier des grandes surfaces, centre-ville historique, quartier social, quartier pavillonnaire... J'aurais souhaité que le projet de l'île de Nantes développe un rhizome à l'échelle de la métropole, dans les quartiers, qu'il permette d'aménager des espaces de pratiques, de création dans ces quartiers, avec et pour les jeunes, des sites reliés aux lieux de formation supérieure et de diffusion situés sur l'île. Pour favoriser aussi la circulation des pratiquants, des populations entre les quartiers et avec le centre historique. Au fil des ans, le secteur culturel a trouvé des lieux à aménager. Ces lieux furent rapidement proposés à des équipes artistiques à la recherche d'espaces. Bien sûr en contrepartie d'un travail de médiation sur le quartier ! Mais cela ne permettait pas de développer une stratégie de formation, de pratiques, de création dans tous les quartiers, de les relier entre eux sans verticalité, de penser le territoire en archipels, en réseaux.

L'enjeu est bien de construire une ville sensible, où s'expriment l'imaginaire, la « poétique de la ville », le foisonnement de la création, où s'entrecroisent, s'entretissent les différentes politiques publiques/privées.

² BAILLY É. (dir.), *Oser la ville sensible*, Cosmografia, 2018.

³ GUILLAUMEUX V., in CHAPUIS J.-Y., *Profession urbaniste*, Éditions de l'Aube, 2015.



Cinémascopie, installation de la Compagnie Royal de Luxe à Nantes

Villeurbanne, Capitale française de la culture 2022, une politique culturelle avec et pour les jeunes

C'est à cause de cet inachevé que la proposition d'accompagnement de la labellisation de Villeurbanne comme Capitale française de la culture 2022 m'a passionné. Il s'agit de créer et de développer à l'échelle de la ville une politique en direction de la jeunesse et avec elle, regroupant toutes les forces culturelles institutionnelles, les festivals, les artistes. Cela se traduit par exemple par l'aménagement, dans les vingt-six écoles maternelles et élémentaires, de lieux pérennes pour accueillir des artistes en résidence et en création sur un temps long. Dans chaque lieu est présent un médiateur faisant du lien entre les structures culturelles, les enseignants, les enfants et leurs familles. Des manifestations culturelles sont programmées dans chaque quartier, organisées avec les jeunes des quartiers et des équipes professionnelles. Au total, plus de six cents événements avec une forte exigence artistique seront proposés l'an prochain.

La création de récits et d'imaginaires dans le cadre de la réhabilitation du quartier Bellevue à Nantes-Saint-Herblain

Je pourrais évoquer la naissance du projet Estuaire, devenu Voyage à Nantes, comme réponse artistique à la volonté politique de renforcer l'axe Nantes-Saint-Nazaire, afin que les habitants et les touristes s'approprient cet espace entre les deux villes, découvrent cette relation à la Loire, à la ville. Ces regards et interprétations de la ville, de lieux, de monuments par les artistes nécessitent un travail important avec les différents services, qu'il s'agisse de l'aménagement du patrimoine ou des espaces verts.

Mais je voudrais porter l'attention sur le projet de réhabilitation du quartier dit « prioritaire » de Bellevue impliquant deux villes de la métropole, Nantes et Saint-Herblain. L'aménagement de ce quartier populaire, très jeune, est prévu sur une dizaine d'années pour un budget de 306 millions d'euros. La compagnie Royal de Luxe, en accord avec les villes, va accompagner cette transformation pendant cinq ans par des interventions régulières tous les trimestres.

L'enjeu, au-delà de la modification du quartier, de la suppression de barres d'immeubles, de la valorisation des espaces publics, de la création de nouveaux cheminements et de commerces... est de créer de nouveaux rêves, des imaginaires dans le quartier, une fierté d'appartenance au quartier en mutation. Habituer le quartier à devenir un des *polycentres* de

la métropole, attirant les habitants des autres quartiers par son dynamisme, sa créativité. Le travail avec les écoles (les enfants du primaire seront des adolescents à la fin de la réhabilitation), les projets spectaculaires contribueront-ils à inscrire de nouveaux imaginaires, récits, dynamiques sur le quartier ? à créer du lien social entre les différentes communautés ? La compagnie Royal de Luxe est connue de la plupart des habitants qui ont suivi depuis 1990 le récit des Géants dans le centre-ville. Beaucoup connaissent leurs créations à travers le monde. Leur présence sur le quartier est un étonnement, comme ces comédiens qui, pendant une semaine, vivent dans ce logement d'une barre d'immeubles prévue à la démolition et qu'un arbre traverse. Pourront-ils encore transporter leurs racines ? Ces images suscitent des débats entre les habitants, tristes de quitter leur immeuble, de perdre une mémoire, leurs voisins, pour trouver peut-être de meilleures conditions de logement, dans un quartier repensé. Les échanges entre le metteur en scène Jean-Luc Courcoult et les architectes de l'agence Devillers sont tellement riches sur les intentions, les questionnements, les réactions des habitants, sur l'évolution du projet, les nouveaux usages ! Les habitants ne retiendront-ils que les perturbations de leur quotidien pendant les travaux, percevront-ils un autre quartier en devenir ? Il faudrait analyser, commenter mille anecdotes, événements, réactions parfois inattendues, pour décrire la force de cette démarche, pour produire du commun avec les habitants. Ce pari est suivi par des équipes de l'université, des professionnels de l'aménagement urbain, de la culture, du social, pour en faire un jour le récit. Il se profile là une autre perception politique du quartier dit « périphérique » par rapport au centre-ville historique. Deviendra-t-il un nouveau centre à l'échelle de la métropole, sans subir une gentrification excessive, repoussant ses habitants à de nouvelles marges ? Ces enfants d'aujourd'hui seront-ils intégrés et acteurs de la dynamique de ce territoire ? Quelle sera la trace du projet urbain et artistique ? Les différences de temporalité, de prises de décisions, de blocages bureaucratiques, techniques, amplifiées par les contraintes du Covid seront finalement autant de thèmes de réflexions pour la pratique de deux métiers de passion, de création, pour une population et un territoire. ■

Références bibliographiques :

- BAILLY É. (dir.), *Oser la ville sensible*, Cosmografía, 2018.
 SANSOT P., *Poétique de la ville*, Payot, 2004.
 GUILLAUMEUX V., in CHAPUIS J.-Y., *Profession urbaniste*, Éditions de l'Aube, 2015.

ENTRETIEN AVEC...

Maud LE FLOC'H

Directrice et fondatrice du POLAU, pôle arts & urbanisme

Propos recueillis par Agnès Domingo et Morgane Perset



Au croisement de la création artistique et de l'urbanisme, le POLAU met en œuvre depuis 2007 le concept d'urbanisme culturel. À la fois incubateur de projets artistiques, plate-forme de ressources et consultant en urbanisme, le POLAU teste et expérimente des façons de faire créatives et alertes auprès d'artistes, de chercheurs, de collectivités, d'aménageurs, d'habitants... Maud Le Floc'h explique la valeur ajoutée de cette approche dans la fabrique de la ville et des territoires.



Un jour inondable, sensibilisation au risque inondation dans le cadre du PPRI du Val de Tours

Pouvez-vous revenir pour nous sur le concept d'urbanisme culturel ?

L'urbanisme culturel mobilise des démarches artistiques et culturelles pour participer à la définition et à l'appropriation de projets de transformation ou de transition des territoires. Mais avant d'évoquer plus longuement ce concept, il faut s'entendre sur des définitions. « Art », « démarche artistique », « culture » ne désignent pas la même chose. En France, l'art englobe le champ de la création vivante et plastique qui a en général ses lieux dédiés. Puis il y a des formes d'art qui sont plus « impliquées » tel l'art « in situ » ou encore l'art « contextuel » qui sortent des lieux dédiés pour investir l'espace public, se confronter à des environnements variés. Ces démarches visent à la création d'une œuvre. C'est quand il s'agit d'aller à la rencontre d'un public qu'on parle de culture, de diffusion et donc de politique culturelle. L'approche culturelle de

l'urbanisme, ou l'urbanisme culturel, c'est donc convoquer les mondes et les talents artistiques au sens large – mondes et talents subjectifs –, dans la fabrique objective de la ville. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Les démarches artistiques et culturelles sont mobilisables comme approches métaphoriques, critiques ou dynamiques pour aborder des projets complexes.

On observe que l'urbanisme culturel se diffuse dans les pratiques et accompagne ainsi l'émergence de nouveaux métiers. Où se positionne le POLAU dans ce paysage ?

Le POLAU se situe entre le monde de l'urbanisme, de l'aménagement et celui de la création artistique hors les murs. J'insiste sur « hors les murs » car nous intervenons en

contact avec les espaces publics, les territoires. Ces deux cultures professionnelles s'enrichissent mutuellement. J'ai réalisé cela assez tôt dans mon parcours professionnel et je ne cesse de travailler la couture entre ces deux mondes. C'est évidemment semé d'embûches, mais l'objectif est de donner de part et d'autre de nouveaux éléments de langage, de nouveaux fils à coudre et à tordre. Que ce soit pour le monde de l'aménagement que l'on ouvre à des méthodes et des outils inspirants, qui apportent des clés, du sens, des valeurs, de la parole, et libèrent des imaginaires ou, de l'autre côté, pour les artistes qui travaillent l'espace public et les territoires. L'idée est qu'ils soient un peu plus au fait des enjeux et des réalités des espaces dans lesquels

ils interviennent (sujets techniques, projets de transformation spatiale, reconversions de friches...) pour qu'ils puissent mieux les travailler comme matériaux de création. Par exemple, dans le cadre d'un nouveau programme de logements et de la transformation d'une forêt en parc urbain à Saint-Médard-en-Jalles, l'aménageur la Fabrique de Bordeaux Métropole a souhaité organiser des temps pour dépasser les tensions qui existaient entre les habitants et la ville. Nous avons alors invité l'équipe artistique Opéra Pagai en résidence, qui a eu recours à la fiction, au simulacre, à l'exposition commentée, pour organiser des concertations créatives et ainsi ouvrir des espaces d'échanges moins conventionnels. Ces méthodes impromptues ont favorisé le dialogue et le décadage de points de vue.

Un jour inondable, sensibilisation au risque inondation dans le cadre du PPRI du Val de Tours : « Marcher sur la ligne du PPRI »



Quelles sont les apports de l'urbanisme culturel dans les projets ?

Les apports sont multiples : proposer un changement de regard par une approche artistique, libérer la parole, accompagner le changement et faciliter les projets... L'urbanisme culturel embrasse un vaste potentiel d'actions créatives qui sont intégrables à la boîte à outils de l'urbaniste, des actions notamment capables de créer un récit autour d'une situation avant d'intervenir sur un projet urbain. Par exemple, au stade diagnostic d'un projet, une « contre-visite guidée » du lieu peut nous amener à décadrer notre point de vue et proposer une dramaturgie qui va résonner avec le réel. L'in vraisemblance procure une qualité exceptionnelle au pur ordinaire. En ayant recours à des imaginaires, des histoires, à des fictions, on va ainsi pouvoir parler d'un projet urbain non pas en termes de mètres linéaires mais dans ses autres dimensions, ses utopies, ses ratés, sa nouveauté... Cela permet de transformer quelque

Exposition commentée dans le cadre de la création d'un parc urbain à Saint-Médard-en-Jalles



chose que l'on peut trouver difficile, ingrat, en lui apportant de la puissance, du relief. C'est ce qu'a très bien compris la Société du Grand Paris dans le cadre du chantier du Grand Paris Express en intervenant de façon souple avec des réalisations artistiques, des événements, des résidences, des designers qui permettent de transformer ce chantier difficile et perturbant. Cette puissance d'enchantement aide à porter plus loin le regard. Les démarches artistiques peuvent aussi permettre de découvrir les coulisses d'un projet, d'un secteur, qui peut être a priori repoussoir, ou trop complexe, trop technique. Des approches imaginatives et peu conventionnelles donnent du souffle et fédèrent souvent les différents acteurs, qu'ils soient techniciens ou élus. Ce sont des outils qui autorisent et qui sont aussi circonscrits dans le temps. De manière générale, la réelle valeur ajoutée des démarches artistiques et culturelles est de pouvoir enrichir un programme, son inscription sur un territoire.

Faut-il se méfier de ne pas tomber dans l'artwashing ? Où se situe la frontière ?

Les démarches d'urbanisme culturel peuvent être utilisées à bon escient pour caractériser une opération, accompagner les changements de représentations... Il importe de ne pas duper le public avec de faux enchantements en faisant une sorte d'artwashing. On a vite fait de mettre une couche de green et d'art dans les projets, ce qui produit plutôt ce qu'on pourrait considérer comme du coloriage urbain ou de la « cosmétisation » de situations enkystées. Cela ne coûte pas cher et coche aisément la case « participation des habitants ». Il faut avoir en tête que, pour les artistes et créateurs, la machine urbaine peut se révéler infernale, en particulier si les aménageurs ne perçoivent pas la visée symbolique des interventions artistiques.

Ces derniers vont parfois avoir tendance à considérer le travail créatif de façon très utilitariste. Il ne s'agit donc pas de faire « passer la pilule » ou de gentrifier un quartier avec des artistes. On sait combien ces dynamiques peuvent générer de la plus-value spéculative en amont de la commercialisation d'une opération. Le registre vertueux consiste à faciliter l'appropriation du projet par les riverains et les différentes parties prenantes. À ce titre, l'art et la culture offrent des capacités inédites de travailler en amont des projets, pour faire la ville avant la ville. Ils savent occuper une friche, un chantier, et faire récit avec le déjà-là. Nous avons par exemple convoqué l'urbanisme culturel comme registre de sensibilisation au risque inondation. Pendant un an, nous avons étudié le PPRI du Val de Tours et fait se rencontrer l'équipe artistique de La Folie Kilomètre, des chercheurs, les acteurs du Plan Loire Grandeur Nature et divers partenaires, à l'issue de quoi l'équipe artistique a proposé de créer « Un jour inondable ». Pendant 24 heures, le public a pu vivre une inondation de façon simulée. Les participants ont dormi dans un gymnase d'évacuation en présence de la sécurité civile, assisté à des conférences d'assureurs pour une explication du système d'assurance et d'inondation, mais aussi visité un musée des objets sauvés fabriqués par un plasticien, fait des ateliers de signalétique de vulnérabilité, un pique-nique dans l'endroit le plus bas de la ville... que des registres sensibles, artistiques. Le public qui a vécu l'expérience s'est approprié le sujet inondation comme aucun document de prévention des risques ne sait le faire ! L'urbanisme culturel propose donc des formes d'aménagement souples qui permettent de « pétrir » le territoire, de composer avec l'existant en étant sur place, d'activer les énergies disponibles, de fédérer les multiples

intervenants autour de gestes créatifs et d'orienter le projet vers ses vocations futures. « Tout terrain », « réemploi », « invention », « contribution »... sont ainsi les termes utilisés pour caractériser la mise en convivialité d'un pré-projet. Comprenez bien que cela nous amène souvent à marcher sur une ligne de crête sensible, et la puissance publique tout comme les agences d'urbanisme qui interviennent à leurs côtés doivent être attentifs à cela. Nous avons commencé à partager ces méthodes liant art et ingénierie auprès de divers acteurs de l'aménagement et de l'urbanisme, en France et au-delà. Compte tenu du contexte actuel et des urgences, l'urbanisme culturel nous aide à reconsidérer les systèmes de pensée, les modalités d'interventions, mais aussi les représentations et les dynamiques de coopération entre acteurs. Il semble que le temps pour essaimer soit venu. ■

La coopération culturelle

au service de la fabrique urbaine à

Oakland et Saint-Denis

Émilie MOREAU, Juliette DONADIEU, Laure GAYET

Engagé en 2019, le projet de coopération Oakland / Saint-Denis¹ questionne la dynamique de métropolisation, le rôle de la culture et la place des artistes dans la fabrique urbaine. Son objectif est de créer des liens et de partager des solutions concrètes entre deux territoires culturellement très différents, et en même temps confrontés à des enjeux communs et à de fortes dynamiques de projets.

Un dialogue international et transdisciplinaire

Oakland, située dans la baie de San Francisco, et Saint-Denis, localisé au nord de Paris, connaissent une incroyable vitalité artistique. À l'opposé de l'image de « banlieues » marginalisées et dévalorisées qui leur est souvent accolée, ces villes concentrent de nombreux lieux d'innovations culturelles et urbaines. Marquées par d'importantes dynamiques de projets – développement de la Silicon Valley d'une part, Grand Paris Express et Jeux olympiques de 2024 d'autre part –, elles subissent une forte hausse des prix de l'immobilier qui s'accompagne d'un mouvement de gentrification et d'enjeux urbains nouveaux. Attirés il y a dix-quinze ans par un foncier accessible et de grandes surfaces libres, les artistes, comme les plus démunis, sont aujourd'hui progressivement repoussés dans les franges de ces territoires. Face à ces enjeux, de nouvelles formes de création, de mutualisation et de mobilisation des acteurs et des lieux y sont inventées.

Le projet de coopération Oakland/Saint-Denis est né du besoin d'échanger, de croiser les expériences, de rendre visible, pour changer le regard porté sur ces espaces et aussi pour concevoir de nouvelles manières d'y fabriquer la ville. Il prend appui sur un dialogue international mais aussi transdisciplinaire. Une grande diversité d'acteurs et de points de vue sont impliqués : artistes, urbanistes, entrepreneurs, universitaires, élus et habitants. Cette diversité oblige à un effort de traduction – d'une

culture à l'autre, d'une langue à l'autre, d'un métier à l'autre –, contribuant à faire émerger de nouvelles perspectives de travail et d'autres modes de faire.

La culture au centre de la fabrique de la ville

Ces échanges ont permis de questionner le rôle de la culture et des artistes dans la fabrique de la ville, pour favoriser une production urbaine plus qualitative et plus inclusive. Les expériences des deux territoires montrent que des solutions existent pour inclure la voix des artistes et des habitants dès la phase de conception des projets : diagnostic sensible, commandes artistiques intégrées au projet urbain, aménagements conçus de manière participative. Des exemples d'actions mises en œuvre dans les deux territoires montrent que les démarches culturelles et artistiques peuvent aussi contribuer à donner du sens aux évolutions urbaines, en permettant de garder la mémoire de certains lieux ou en accompagnant les grandes dynamiques de projets, tels que le futur métro du Grand Paris Express. Le Downtown Oakland Specific Plan décline des outils très concrets pour soutenir l'expression culturelle à Oakland : mise en valeur des expressions culturelles des communautés dans les projets, bonus de densification des nouvelles constructions accordés en échange de locaux culturels abordables, obligation des promoteurs de proposer de nouveaux lieux aux entreprises culturelles contraintes de déménager.

¹ Pour plus d'informations sur le projet : <https://www.oaklandsaintdenis.org/>.

Garder les artistes et les lieux culturels dans les villes : les exemples de Safer DIY Spaces et Shadetree à Oakland

Des actions concrètes, d'initiative publique ou privée, sont également mises en œuvre dans ces deux territoires pour favoriser le maintien des artistes et des lieux créatifs. Différents lieux et acteurs clés d'Oakland ont été mobilisés et mis en avant dans le cadre d'échanges témoignant d'une diversité de montages adaptés aux différents contextes.

Une association, Safer DIY Spaces, créée à Oakland juste après l'incendie du Ghost Ship en 2016 qui a marqué un tournant majeur pour la pérennisation des lieux alternatifs, accompagne la mise aux normes de ces lieux en veillant à ce que les résidents ne soient pas délogés. Face aux risques d'expulsion, les communautés artistiques manifestent une certaine défiance envers les autorités publiques. Safer DIY Spaces fait figure de tiers de confiance et sert d'intermédiaire avec les propriétaires. Elle fournit aux espaces de création une expertise dans les domaines de mise aux normes du bâti, formalités juridiques et financement. L'association travaille par ailleurs avec la Ville pour réviser son code de la construction et sécuriser les lieux artistiques. Elle a créé un fonds permettant aux propriétaires d'emprunter pour sécuriser leurs bâtiments en contrepartie de loyers abordables.

Shadetree est un des plus anciens lieux collectifs de vie et de création d'Oakland. Menacé d'éviction en 2016, Shadetree a créé une organisation collective à but non lucratif et levé 2,8 millions de dollars en un an afin d'acquérir la propriété. Elle a ensuite constitué un fonds permettant de micro-investissements, pour achever la mise aux normes. Elle est devenue un modèle de résistance citoyenne à la pression immobilière, d'accès à la propriété et d'animation d'un lieu culturel indépendant.

La coopération en réponse aux besoins des acteurs : l'exemple de La Main 9-3.0 et du 6b à Saint-Denis

Pionnière parmi les friches culturelles françaises, l'équipe du centre d'art multidisciplinaire Mains d'Œuvres s'est installée il y a vingt ans dans une ancienne usine à Saint-Ouen. Fin 2019, elle est expulsée à la demande du maire. Après une mobilisation sans précédent, Mains d'Œuvres a finalement gagné son procès et réintégré ses locaux début 2020. Pour trouver un équilibre financier et conserver ses ambitions de production et de diffusion artistiques, Mains d'Œuvres et ses partenaires ont lancé une foncière culturelle et citoyenne. La Main 9-3.0, société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), réunit plusieurs lieux et une centaine de sociétaires (associa-

Centre d'art multidisciplinaire Mains d'Œuvres, Saint-Ouen



tions gestionnaires des lieux, collectivités locales, habitants, usagers, bénévoles, partenaires privés) qui sont collectivement propriétaires de la SCIC, qui peut elle-même devenir propriétaire des lieux. Les emplois liés aux ressources propres (bar, restaurant, location d'espace, etc.), les fonctions support (juridique, administratif, financier), une partie du matériel et certaines actions (fonds de coproduction artistique) sont mutualisés. Les économies d'échelle réalisées et le temps libéré permettent aux équipes de se concentrer sur la diffusion et la production artistiques. La surface économique offerte par le nombre de lieux et les financements propres à la SCIC (vente de prestations, financements européens...) permettent d'obtenir des capacités d'investissement que les lieux seuls n'auraient pas, des garanties auprès des banques, mais surtout, à terme, l'accès à la propriété collective.

Autre exemple, le 6b, lieu artistique et culturel situé à Saint-Denis dans les anciens bureaux d'Alstom, doit se réinventer pour rénover le bâtiment et maintenir son activité. L'objectif est de réussir à pérenniser le lieu, tout en conservant l'éclectisme artistique et en assurant la diversité et la sécurité des publics. Le projet repose sur une organisation bicéphale : l'association qui continue d'assurer l'animation du lieu et une SCIC créée pour acquérir et réhabiliter le bâtiment, qui rassemble l'association, les usagers et les collectivités selon une gouvernance partagée.

Les subventions levées par la SCIC permettront à terme de limiter le loyer et les charges des résidents et d'assurer une redevance préférentielle pour les acteurs et artistes locaux. Les négociations pour acter le montant de l'acquisition du bâtiment n'ont toutefois pas encore abouti.

Le projet de coopération Saint-Denis/Oakland favorise les rencontres, les échanges et les apprentissages mutuels sur d'autres façons de concevoir la ville en y intégrant arts et culture. Par nature, il aspire à élargir le dialogue à d'autres territoires partageant les mêmes enjeux et inventant d'autres types de réponses. ■

Les démarches culturelles et artistiques peuvent aussi contribuer à donner du sens aux évolutions urbaines.

Le projet de coopération Oakland / Saint-Denis

Porté par la Villa San Francisco et California Humanities en partenariat avec l'Institut français, la French American Cultural Society, Légendes urbaines, et associant l'Atelier parisien d'urbanisme, le projet de coopération rassemble une pluralité d'acteurs de différents profils. Il se décline en plusieurs actions à travers l'organisation de conférences, de résidences d'artistes, d'ateliers et des productions collectives de différents formats. Il a donné lieu à deux voyages d'études interdisciplinaires organisés en octobre et en novembre 2019 : une délégation de Californiens à Saint-Denis, une délégation de Franciliens à Oakland, partis à la découverte des deux villes pour comprendre le

rôle des artistes dans la transformation de ces territoires et partager des outils innovants pour faire la ville autrement. Ces échanges se sont traduits par la réalisation d'un documentaire en mai 2020¹ retraçant les rencontres et enseignements des deux délégations.

Des productions collectives pour faire la ville autrement

D'autres dynamiques ont émergé dans le cadre du projet, au travers de créations artistiques – telles que le projet SPACES² qui invite les habitants de Saint-Denis et d'Oakland à raconter leurs histoires et interroger leurs identités et liens d'attachement à la ville, à l'occasion de déambulations chorégraphiques dans l'espace public –, mais aussi au travers de l'organisation de débats entre acteurs des

deux villes (élus, aménageurs, artistes...) ou encore d'échanges avec d'autres territoires confrontés aux mêmes enjeux, comme Chicago et Détroit.

Ce projet de coopération a également donné lieu à la production d'un ouvrage co-écrit avec les partenaires californiens et français associés au projet, ayant pour double objectif de rendre compte du processus de traduction entre les cultures et les métiers, pierre angulaire du projet, mais aussi de partager très concrètement les innovations juridiques, économiques, culturelles, mises en œuvre dans ces deux territoires et susceptibles d'être modélisées à plus grande échelle.

¹ Produit par California Humanities et réalisé par Camille Servan-Schreiber.

² Produit par Kaimera Productions.



Visite commentée du parcours Un Œil Sur Mon Quartier #3 dans le quartier de la Reynerie, 2021

Les **PETITES HISTOIRES** de chacun font la **grande histoire** de tous

Anissa AISSAOUI, Ludovic CALVET, Audrey SEIGNEURIC, Un Œil Sur Ma Ville

L'association Un Œil Sur Ma Ville voit le jour en 2015. Pluridisciplinaire, elle réunit histoire, tourisme, design, sociologie et médiation culturelle. Son idée phare est d'accompagner les habitants dans la conception de parcours culturels pour mêler savoir populaire et scientifique, permettre l'expression des habitants, donner à chacun la possibilité de découvrir de nouveaux patrimoines. Traversée par cet alliage entre territoire, habitants, droits culturels¹, patrimoine et Histoire, l'association mène depuis ses débuts son projet « Un Œil Sur Mon Quartier » au Mirail.

¹ « Les droits culturels désignent les droits, libertés et responsabilités pour une personne, seule ou en groupe, avec et pour autrui, de choisir et d'exprimer son identité, et d'accéder aux références culturelles, comme à autant de ressources nécessaires à son processus d'identification. » MEYER-BISCH P., « Les droits culturels, enfin sur le devant de la scène ? », *L'Observatoire*, 2008/1, n° 33, p. 12.

La culture : partout, pour tous et par tous

Un Œil Sur Ma Ville mène des projets dans tout le territoire d'Occitanie avec un accent mis sur les patrimoines méconnus et peu valorisés. Elle travaille avec les habitants pour la création de parcours culturels dans lesquels photographies d'archives et témoignages d'habitants se répondent et sont mis en scène dans l'espace public. Des panneaux composés d'une photographie d'archive imprimée sur un plexiglas transparent, d'un encart explicatif et d'un QR code permettant d'accéder aux témoignages des habitants sont ainsi conçus. Les parcours culturels créés font office de porte-voix des habitants. Ils doivent donc être accessibles au plus grand nombre et rayonner au-delà des frontières du quartier. Ils participent à la redécouverte de l'Histoire d'un quartier à travers le jeu, les sens et le sensible : des jeux de regard afin de superposer les images du passé aux panoramas présents et d'en déceler les variations ; l'écoute de témoignages intimes et touchants auxquels tout un chacun peut s'identifier ; l'installation dans l'espace public qui permet de croiser le chemin des usagers et de proposer une expérience gratuite et accessible à tout moment ; un parcours qui permet l'exploration d'un espace et la déambulation suivant son propre rythme.

Depuis 2015, l'association intervient dans le quartier du Grand Mirail à Toulouse, comprenant Mirail-Université, Reynerie et Bellefontaine. Elle a organisé dans ce quartier prioritaire de la politique de la ville trois éditions du projet Un Œil Sur Mon Quartier. Le but de ce projet est la transmission des récits et

la valorisation de la parole des habitants, au-delà des frontières, tant sociales que géographiques. Lors de la dernière édition du projet, Un Œil Sur Mon Quartier #3, les adolescents du quartier de la Reynerie ont interviewé leurs aînés et conçu des podcasts afin d'ajouter une dimension sonore au mobilier urbain installé à l'occasion des précédentes éditions.

Il est aujourd'hui possible de les écouter sur place, d'entendre de vive voix les habitants partager leur mémoire et leur vécu. Un Œil Sur Mon Quartier #3 permet alors de mettre en lumière la richesse des patrimoines et de l'histoire du quartier de la Reynerie en attisant la curiosité d'un public le plus large possible, quels que soient son âge, sa curiosité première pour l'objet culturel ou bien son territoire de résidence. Ainsi, un lien se tisse entre l'objet culturel et le spectateur, lien qui favorise la discussion, le débat et l'échange.

« Une baie vitrée qui s'ouvre,
la lumière qui rentre, [...] le soleil qui tape sur le vieux meuble qui était ciré, ça faisait une rayure sur la moquette. C'était une moquette rouge, je croyais que j'étais à Versailles ! »

Jacques, habitant du quartier du grand Mirail

Lorsque l'association est intervenue pour la première fois dans le quartier de la Reynerie, un sentiment de découverte et un besoin de changer les perspectives se sont fait ressentir. Conscients du fossé séparant le quotidien de ce quartier de sa représentation médiatique, les membres de l'association ont souhaité donner aux habitants, par le biais d'ateliers participatifs, l'occasion de rendre compte d'une nouvelle perspective. Ces ateliers avaient pour objectif d'accompagner les participants à travers les différentes étapes de conception d'un parcours culturel : récolte de mémoires, de ressources et de documents ; identification de lieux et de faits historiques à valoriser ; choix de lieux, photos et témoignages pour émailler le parcours définitif. Traversés par les valeurs de l'éducation populaire, ces ateliers ont aussi été l'occasion d'utiliser la culture comme levier pour des enjeux plus larges tels que la mise en place de démarches collectives et l'appropriation du territoire par son aménagement.

Dépasser le regard porté sur un territoire

Loin de l'image majoritairement véhiculée de la Reynerie, constituée de délinquance et de trafics souterrains, les vécus des différents habitants interviewés font apparaître la vision d'un espace urbain mais aussi d'espaces verts, de loisirs et de sociabilités. L'idée n'est pas de confronter deux images ou deux époques de ce quartier mais de démontrer que les identités et les représentations sont des constructions. Par le biais de la médiation participative autour du patrimoine historique et du rapport à l'espace public, Un Œil Sur Mon Quartier permet

« C'était un grand village, la Reynerie. On se connaissait, on allait chercher les enfants à l'école, on se réunissait en attendant l'heure du souper. [...] Pendant les vacances, on allait au lac, au petit jardin du lac. Les enfants s'amusaient et on se réunissait entre grands-mères, mamans et tout ça. »

Odette, habitante du quartier de la Reynerie



Photographie d'archive superposée sur la vue actuelle du lac de Reynerie, Un Œil Sur Mon Quartier #2, 2018

de poser un nouveau regard sur la Reynerie, regard façonné collectivement par les habitants.

Pour l'association, il ne s'agit pas de transformer ni de gentrifier le quartier, mais de mettre en avant les vécus des habitants. Chaque atelier a été l'occasion de s'enrichir de la diversité des connaissances, des vécus et des sensibilités de l'autre. Ils légitiment le lien entre les histoires personnelles et familiales qui maillent le territoire et l'histoire « remarquable ». En rendant hommage au patrimoine populaire, découle une nouvelle représentation de l'histoire de la Reynerie dont la focale permet aux participants de forger et d'affirmer leur propre définition de l'identité de leur quartier. La mémoire collective et le vécu, les liens sociaux et intergénérationnels se créent et opèrent sur le collectif. En construisant une continuité entre passé et présent, le quartier prend ainsi une nouvelle signification et les habitants peuvent s'approprier l'image de leur territoire et le droit d'en être les acteurs principaux. Par l'intermédiaire des dispositifs sonores, un dialogue s'opère entre habitants du quartier et habitants extérieurs : un nouveau discours circule et la Reynerie prend alors le visage d'un lieu qui a aussi une vie artistique, culturelle, de loisirs, de rencontres et d'échanges. Tout simplement, un lieu où la vie est plus quotidienne que faite de « faits divers ».

Impliquer les habitants pour lutter contre l'exclusion

Les projets de l'association émergent de plusieurs constats. La métropolisation donne à voir l'espace urbain comme un flux continu d'usagers où les habi-

tants sont invisibilisés et tenus symboliquement à l'écart de leur territoire. À côté de cela, les enjeux du patrimoine remarquable prennent de plus en plus de place dans les politiques urbaines, en oblitérant la réalité des usages et des perceptions habitantes.

Dans Un Œil Sur Mon Quartier #3, tout comme dans l'ensemble des projets portés par Un Œil Sur Ma Ville, la cohésion sociale et le respect de la pluralité des usages d'un espace ont une place centrale. L'objectif est d'arriver à la définition d'une identité commune et à l'aménagement commun d'un lieu, en impliquant celles et ceux qui le parcourent, le ressentent et l'animent au quotidien. Peu importe les catégories sociales, chaque territoire possède des pratiques, des savoirs, des cultures locales connues de ses seuls habitants. Le quartier de la Reynerie n'échappe pas à cette règle. Au-delà de la concertation et du simple recueil de savoirs, les ateliers participatifs ont amené les habitants à prendre des décisions en collectif et à proposer un parcours culturel en cohérence avec leurs usages et vécus du quartier (lieux de fréquentation, anecdotes faisant partie de la mémoire collective...).

Se rassembler en collectif pour décider du contenu et de l'implantation du parcours culturel, c'est éprouver le « vivre-ensemble » et s'approprier l'espace commun. On y exprime sa volonté, on y écoute celle des autres, on prend en compte les sensibilités et les différences d'idéologie, de classe, de religion, de culture ou de génération, pour enfin intervenir de façon directe et concrète dans l'espace public. Connaître son passé et décrypter son environnement permet aux habitants d'un territoire de s'y ancrer, de se construire une identité riche. Ils deviennent acteurs de l'espace public dans lequel ils évoluent. ■

Régine CHARVET-PELLO

Designeuse, Directrice de l'agence tourangelle RCP Design Global

Propos recueillis par Frédéric Toupin et Morgane Perset



Régine Charvet-Pello est designeuse, directrice de l'agence tourangelle RCP Design Global. Entourée d'artistes de renom au sein du collectif Ensemble(s) la ligne, elle a orchestré la démarche de conception du tramway de Tours, en amont de la définition du programme technique. Elle revendique un équipement culturel plus qu'une infrastructure de transport.

Vous avez coutume de présenter le tramway de Tours qui a été mis en service en 2013 comme un équipement culturel, une œuvre d'art urbaine, et non comme une infrastructure de transport. N'est-ce pas là une approche inédite pour un projet de ce genre ?

Avec le tramway de Tours nous avons souhaité dépasser le prérequis d'une vision fonctionnelle souvent en silos, pour poser un regard renouvelé sur le projet. Au-delà d'un matériel roulant et d'un retraitement de façade à façade, le tramway devient un équipement culturel, vecteur de l'identité du territoire et non pas seulement une œuvre d'art. C'est en effet une approche inédite que

l'on a développée, car il est rare d'associer des designers-créateurs dans les phases amont de mise en place de processus. Nous sommes généralement sollicités pour intervenir sur un produit. Nous avons donc inversé les choses avec une approche plus holistique. J'ai constitué un collectif pluridisciplinaire rassemblant notamment Daniel Buren, Louis Dandrel, Jacques Lévy, Roger Tallon et Patrick Rimoux¹ pour répondre à la commande. Notre réponse parlait d'envie, d'attractivité... et proposait de mélanger art et technique. L'idée était de créer une identité dans laquelle les gens se reconnaissent et qui permette à Tours de se distinguer en matière d'attractivité territoriale dans

un contexte de compétition métropolitaine. Le projet se voulait comme une signature du territoire.

Comment ce collectif artistique s'est-il approprié le projet ?

Nous nous sommes donné pour consigne de départ de ne rien dessiner mais de réfléchir d'abord à ce qui faisait la force de la ligne de tramway et du territoire. Nous avons donc commencé par penser le projet comme un manifeste artistique sur la mobilité. C'est ce que nous avons retranscrit dans le livre blanc que nous avons appelé Alphabet de la ligne. Nous nous sommes ainsi intéressés au mouvement plus qu'à l'objet et avons pensé le tramway comme une station mobile.

¹ Collectif Ensemble(s) la ligne : Daniel Buren, artiste peintre, sculpteur, plasticien (connu notamment pour ses colonnes dans la cour d'honneur du Palais-Royal à Paris) ; Louis Dandrel, journaliste, compositeur, designer sonore (auteur du jingle de la SNCF notamment) ; Jacques Lévy, géographe, urbaniste ; Roger Tallon, designer (considéré comme le père du design français, designer du TGV notamment) et Patrick Rimoux, sculpteur de la lumière.



Ambiance nocturne du tramway de Tours

Le transport est un service public, il doit rester invisible. Finalement, c'est la simplicité qui fait du tramway de Tours une icône.

Au-delà du tramway en lui-même et des stations, nous nous sommes aussi attachés à travailler les bords et les abords avec des éléments d'interpellation du corridor large de 500 m de part et d'autre de la ligne. Dans cette idée, nous avons ainsi imaginé ce qu'on appelle le « 4^e paysage », c'est-à-dire le territoire traversé par la ligne dans la limite de son corridor, soit 15 km² et non plus 15 km de long. L'enveloppe du tramway, traitée comme la surface de l'eau du fleuve Loire, reflète les paysages traversés. Le tramway devient ainsi le miroir de la ville. Nous avons eu une liberté d'expression artistique tout au long du cheminement du projet parce que nous étions une équipe pluridisciplinaire et culturelle dès

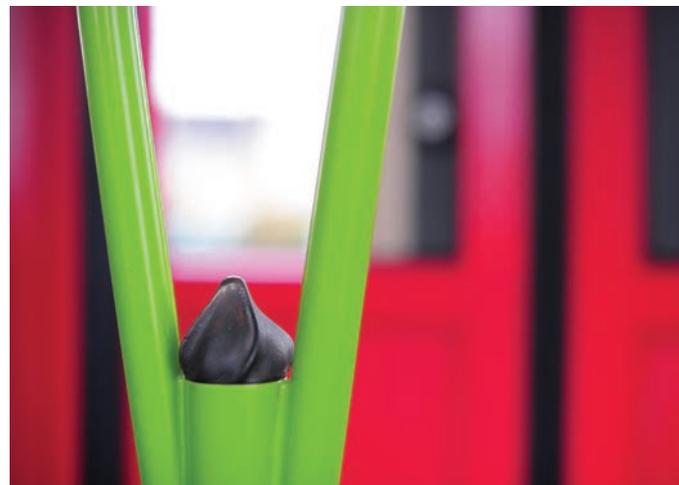
le départ, ce qui nous a permis de pousser nos idées au maximum en tenant compte de la vie du projet global. Cela n'aurait pas été possible sous les « fourches caudines » du simple 1 % artistique.

Comment avez-vous travaillé avec les industriels à partir de votre proposition artistique ?

Notre projet n'avait pas la prétention de modifier tous les éléments du matériel roulant et des stations. Nous avons mis l'effort de conception sur les éléments qui allaient signer la ligne en respectant les invariants industriels. Pour les stations par exemple, nous avons proposé des nouveaux dessins de luminaires tout en conservant le schéma et l'organisation électrique.

Pour ce qui est du matériel roulant, tout était dans le « catalogue Alstom », mis à part le traitement des phares avant pour lesquels nous avons utilisé la technologie des leds et l'architecture des sièges que nous avons conçus en bois et textile. Pour le reste, nous avons surtout travaillé sur la perception et non sur la conception des éléments en eux-mêmes. L'œuvre de Daniel Buren sur les portes du tramway est par exemple composée de son outil graphique de bandes noires et blanches, qui sont des autocollants faciles à ajouter à la structure initiale. Là où nos propositions ont été plus inattendues pour l'industriel Alstom, se trouve sur les barres de maintien intérieures. Nous

Bourgeons de métal conçus par les Compagnons du devoir et des élèves métalliers



avons fait appel aux énergies créatives et complémentaires des Compagnons du devoir, fortement implantés dans l'agglomération tourangelle, et des élèves métalliers des lycées professionnels de la région, pour concevoir et réaliser aux creux des barres de maintien, au look végétal, une série de « bourgeons métal » dont chaque modèle est différent sur les 21 rames, valorisant les savoir-faire du compagnonnage et des métiers de la main. C'est un vrai succès, les Tourangeaux en sont très fiers. Pour preuve, aucun de ces éléments n'a été détérioré jusqu'à présent en plusieurs années de service ! Ces évolutions design, culturelles et artisanales ont été plutôt bénéfiques pour l'expression industrielle malgré leur nouveauté.

Réunion de travail entre RCP Design Global et Daniel Buren (de gauche à droite : Alexandre Gillet, Régine Charvet Pello, Daniel Buren)



Le président Alstom France de l'époque m'a dit : « Régine, je te remercie d'avoir conçu un truc aussi différent, ça nous oblige à changer notre point de vue ! »

Le tramway de Tours semble être un succès pour les Tourangeaux, les élus, les artistes associés, les industriels... Vous intervenez aujourd'hui à Toulouse sur le réseau Tisséo, et notamment sur le projet de 3^e ligne de métro. Quelles sont les 3 grandes idées que vous retenir de votre expérience tourangelle et que vous mettez à profit dans vos nouveaux projets ?

J'en retiens tout d'abord l'importance du traitement du passage de l'immobile au mobile, c'est-à-dire de l'attente au mouvement ; nous travaillons sur la continuité et la fluidité de ce passage. Sur ce sujet, le travail de la lumière est très intéressant. Il permet de dialoguer avec les gens, de donner de l'intérêt à l'attente et au voyage, de séquencer le temps du trajet, de le scénariser. La lumière est travaillée en lien avec le rythme circadien pour que couleurs et matières soient toujours agréables et confortables quel que soit le moment du voyage. Plus globalement, nous nous intéressons au confort quotidien des voyageurs, au plaisir du trajet en travaillant la sensorialité des matières et des espaces et leurs perceptions. ■

Randa MAROUFI

Artiste visuelle

Propos recueillis par Morgane Perset



Randa Maroufi est une artiste au travail polymorphe (photographie, vidéo, installation, performance, son) qui s'intéresse à la mise en scène des corps dans l'espace, public ou intime. Dans la série photographique *Les Intruses* qu'elle a exposée en début d'année 2021 à l'intérieur et à l'extérieur du Pavillon Blanc à Colomiers mais aussi dans les rues de Paris et Zagreb, elle interroge la place des femmes dans l'espace public. Son travail fait inmanquablement réagir et témoigne de la capacité des démarches artistiques à nous interpeller, à susciter le débat.



Mur PH - Barbès de la série *Les Intruses*, 2019

La ville, l'urbain, l'espace public semblent tenir une place importante dans votre travail. Quel regard portez-vous sur ces espaces ? Pourquoi cette place singulière dans vos projets, comment cela vous inspire ?

Ma démarche s'inspire de préoccupations d'ordre social, sociétal et politique. Mes propositions artistiques examinent le territoire, elles interrogent ses limites et les manières que les êtres humains ont de

l'investir. Je tente de mener une réflexion approfondie sur les formes d'appropriation des espaces politiques. Je choisis de montrer ce que ces espaces, réels ou symboliques, produisent sur les corps. Chaque projet est lié à un territoire, mais aussi transposable à d'autres. Mes propositions sont le fruit d'une rencontre : rencontre avec un lieu (souvent, celui-ci devient décor), rencontre avec des individus (qui en deviennent protagonistes).

Les œuvres de Randa Maroufi présentées dans cet entretien sont produites par l'Institut des Cultures d'Islam, dans le cadre de l'appel à projets de la Ville de Paris *Embellir Paris*.



Mise en scène de la photo Mhajbi - Barbès,
à l'occasion de l'exposition de la série Les Intrusés
au Pavillon Blanc Henri Molina à Colomiers



Bureau de Poste
Goutte d'Or
11, Rue des Islettes

PAVILLON BLANC HEINRICH POLINA
HEDERHESQUE CENTRE STARY
DE COLOMBE



Coiffeur - Barbès de la série Les Intruses, 2019

Ce croisement est primordial et précieux pour créer des fictions qui questionnent le réel. Ces fictions se déroulent dans un espace : soit dans un lieu qui existe, soit dans un lieu que les personnes rencontrées et moi-même fabriquons ensemble. La densité de la foule me rassure, la ligne 13 du métro parisien pendant les heures de pointe est une forme de quiétude. Ce rassemblement, ce mouvement, cette saturation, cet entassement de corps, de voix, de pensées évoquent une force. C'est ce qui forme cet espace commun qui conditionne notre comportement et notre rapport à l'autre. L'espace public reste l'espace de sociabilité et de solidarité populaire où les discours et les usages sont multiples. Le lien social y naît. C'est tout ce qui anime et alimente mon travail. C'est mon atelier.

Nous nous intéressons dans ce numéro à la capacité qu'ont certaines démarches artistiques à interroger nos métiers, à susciter le débat, en nous proposant un regard autre sur la ville. Votre série de photographies Les Intruses fait nécessairement réagir les élus, architectes, urbanistes, géographes, sociologues qui nous lisent... C'est une bonne entrée en matière pour parler des questions de genre, de la place des femmes et du corps dans l'espace public. Quel est le point de départ de ce projet ?

L'idée du projet de la série Les Intruses est née en décembre 2016. Lors de mes trajets quotidiens sur la ligne 2 du métro parisien, je remarquais une occupation majoritairement masculine d'une partie du paysage. Ce regroupement

d'individus m'a donné l'envie de travailler sur le détournement des genres. En janvier 2018, Moussem Nomadic Arts Centre à Bruxelles m'a invitée afin d'adapter le projet au territoire bruxellois. La photographie intitulée Place Houwaert est le fruit de cette résidence et marque le début de la série Les Intruses. Le deuxième volet Barbès a été réalisé en 2019 dans le cadre de l'appel à projets Embellir Paris lancé par la Ville de Paris. À première vue, l'espace public paraît mixte, mais les déséquilibres entre les genres restent profonds. Parfois, la gent féminine y est quasiment invisible. En inversant les rôles, cette situation propose de reconsidérer les modalités du rapport à l'autre. Une des pistes de mes recherches s'attarde sur la question du langage : l'étymologie du mot « intrus » signifie



Les pots - Barbès de la série Les Intruses, 2019

« introduire de force », ou « qui n'est pas à sa place, et dont la présence peut déranger ». Je me sers du champ de l'image pour remettre le vivant en question et permettre une lecture du réel. La série Les Intruses va au-delà d'une dénonciation, c'est un acte. Consciente que le geste est extrême, imaginer un monde composé uniquement de femmes. Ici, je propose d'opposer à une réalité de l'espace urbain « extrême » une image elle aussi « extrême », afin de confronter les forces visibles et invisibles et faire naître une alternative plus nuancée. Les Intruses invite à une perception nouvelle du paysage urbain. En travaillant avec des décors comme celui de Barbès, dont je suis usagère et qui m'est de ce fait familier, j'ai peu à peu considéré des lieux qui me sont plus inconnus, et qui définissent d'une

certaine manière la politique de la ville. Ces lieux de pouvoir, en majorité habités par des hommes, blancs et de classes sociales bien plus aisées, sont l'épicentre d'une structure d'autorité, qui définit et pense la politique de l'espace public. Un jeu de miroir se dessine entre le dedans et le dehors. Il serait intéressant de voir quelles incidences pourraient naître si on déconstruisait ces espaces intérieurs de pouvoir, en y redéfinissant la place de ces habitants et habitantes et, par extension, de faire la lumière sur l'état actuel du paysage public non généré.

Vous avez présenté la série Les Intruses au Pavillon Blanc de Colomiers. Vous avez aussi fait des installations de cette série dans l'espace public à Colomiers, à Paris et à Zagreb, comme une mise en abîme de vos photographies.

Quelles ont été les réactions suscitées par ces installations ?

C'est toujours fascinant de scruter les réactions des gens... Parfois l'image s'efface et entre en résonance avec la ville, puisqu'elles cohabitent. Mais certaines réactions m'ont particulièrement touchée, comme celle d'un jeune homme qui, le jour de l'inauguration du projet à Barbès, m'avait surprise quand, en me félicitant, il a ajouté : « Je me reconnais dans tes images, ça c'est mes potes et moi ! » La mise en scène me permet d'interroger toutes ces représentations et d'instaurer une distance avec la réalité. La fiction ici offre au public une image dans laquelle il peut se reconnaître, c'est peut-être déjà un point de départ pour ouvrir le débat sur nos problèmes, dévoiler nos dysfonctionnements et soulever des questions d'injustice sociale. ■



Médiathèque José Cabanis et siège de Toulouse Métropole en arrière-plan

La culture est-elle devenue intercommunale ?

Pas si simple...

Emmanuel NÉGRIER

Comment les intercommunalités se saisissent-elles de la compétence culturelle ? Des réalités multiples sont observables en matière de contenus, de responsabilités, mais aussi d'effort budgétaire. La question est d'autant plus intéressante à l'échelle des métropoles qui revendiquent la culture comme levier d'attractivité et de distinction métropolitaine. Décryptage à l'échelle des grandes métropoles françaises.

En 1999, en préparant ce qui deviendrait la grande loi sur l'intercommunalité du 12 juillet, le cabinet de Jean-Pierre Chevènement ne pariait pas un kopeck sur la culture. C'est la raison pour laquelle l'intervention des EPCI dans ce domaine a fait l'objet d'une double limite. La première a été de la définir comme optionnelle. La compétence culturelle ne fait pas partie des obligations, comme le sont par exemple certaines responsabilités infrastructurelles ou urbanistiques (transports, logement). La seconde a été de faire dépendre l'extension des compétences culturelles d'une définition (limitative) de leur « intérêt communautaire ». Aussi, quelle ne fut pas la surprise des analystes et décideurs lorsqu'ils réalisèrent que la culture avait bel et bien pris sa place dans la liste des objets intercommunaux légitimes ! Non seulement l'option a été retenue très souvent (à plus des deux tiers des EPCI), mais encore elle a été complétée par des vocations culturelles au titre de compétences facultatives. Ce n'est pas dire que le phénomène est irrésistible. En effet, derrière la déclaration d'intérêt et donc de compétence, des distinctions considérables apparaissent d'un territoire à l'autre. Par exemple, le contenu de ce qui est inscrit au titre de la culture est très variable. Si les domaines à réseaux d'équipements (lecture publique, enseignement musical) sont plus fré-

quents que les événements ou lieux patrimoniaux ou de spectacle, le type de responsabilité est lui-même variable : de la substitution totale à la commune à la simple délégation des réseaux informatiques, en passant par la seule animation culturelle des lieux. Ensuite, l'effort culturel (soit la part de la culture dans le budget total de l'EPCI) ou cet effort mesuré par habitant reste très hétérogène. Un relatif petit nombre d'intercommunalités, dont le transfert vers la communauté, urbaine ou rurale, se révèle particulièrement dynamique, cache une majorité d'EPCI qui n'entrent en culture que modestement, et presque à reculons. C'est qu'ici la perception de l'intérêt d'une politique culturelle n'est ni nécessairement partagée dans les mêmes termes ni avec la même intensité par les élus d'un périmètre intercommunal. Cela s'est vu en particulier à l'occasion des fusions d'intercommunalités : certaines des fiancées avaient cette ambition, d'autres non. Leur mariage s'est donc souvent traduit par un divorce d'avec la compétence culturelle, réacheminée vers le niveau municipal.

Ces constats sont aussi vrais globalement que pour le cercle resserré des métropoles. Avec un paradoxe évident : alors que la culture est revendiquée comme un élément de distinction métropolitaine dans un contexte de compétition interterritoriale, en raison de son pouvoir d'attractivité joyeuse, de rayonnement sympathique, elle reste rarement une des compétences majeures de la métropole. Dans un récent ouvrage, nous avons comparé l'ensemble des institutions métropolitaines à cet égard¹.

La culture représente moins de 3 % de leurs dépenses totales, soit largement moins que leurs villes-centres, autour de 10 % voire beaucoup plus. On peut distinguer quatre types de métropole culturelle. **La métropole virtuelle** (Nice, Dijon, Bordeaux, Tours, Aix-Marseille, Grenoble) désigne les cas d'absence de réel transfert de politique culturelle, ni en général, ni dans la singularité de tel ou tel secteur. On peut y trouver des équipements, parfois prestigieux comme à Grenoble, des projets, des discours. Mais peu de matérialisation, voire aucune. **La métropole sélective** (Strasbourg, Lille, Lyon, Paris, Nantes, Nancy, Saint-Étienne, Rennes) désigne la situation la plus fréquente, où la nouvelle institution s'est vu affecter une gestion partielle d'un ou plusieurs domaines jusque-là de compétence municipale. La compétence métropolitaine a fait l'objet d'un débat, parfois ancien, et s'est soldée par une spécialisation de l'EPCI sur un sous-secteur particulier : un grand équipement, un réseau de lecture publique, une approche patrimoniale. Mais l'expectative demeure sur le fait que ces premiers transferts soient de bons leviers pour un vrai changement d'échelle. La métropole pèse ici entre 22 % et 37 % du total des dépenses culturelles.

Le virage métropolitain (Toulouse, Brest, Metz, Rouen) concerne des espaces où, par l'intensité des transferts ou bien par le renforcement de capacité de pilotage administratif, la métropole devient un acteur central du jeu culturel. Elle le fait par des équipements, mais aussi par le fait qu'elle représente, plus que les villes, un horizon d'attente. Celui-ci n'est pas seulement budgétaire. Il touche aussi à de nouvelles pistes pour la culture, comme à Toulouse, où les nouveaux territoires de l'art, la culture scientifique et technique voisinent avec la gestion de l'Opéra Orchestre. Elle pèse, dans ce groupe, entre 44 % et 72 % du total.

La politique culturelle métropolitaine (Toulon, Montpellier, Clermont) témoigne d'un basculement réalisé. Il va souvent de pair avec une mutualisation des niveaux et des mandats politiques. Historiquement, Montpellier s'était imposée comme l'une des agglomérations très investies dans la culture. Elle le confirme au stade métropolitain, en poursuivant sa dynamique d'intégration de nouvelles compétences, d'une part, et en procédant à une mutualisation poussée des équipes et politiques, d'autre part. Deux autres cas, Clermont et Toulon, peuvent être également mentionnés comme les rares exemples de transfert du centre de gravité d'une politique culturelle de la ville vers la métropole, celle-ci représentant plus de 80 % des dépenses. Secteur en transition, la culture à l'heure métropolitaine fait émerger trois facteurs typiques de ce type de conjoncture. Le temps est le premier, qui montre que de tels changements ont une importance symbolique telle qu'ils ne peuvent être décrétés à la seule aune de l'intérêt financier ou managérial. Les métropoles les plus intégratrices sont parmi celles qui ont commencé tôt.

Le deuxième facteur est politique, et concerne en particulier la nature du leadership multiniveau. Le dynamisme montpelliérain est fonction d'une identité de majorité entre ville et métropole que l'on retrouve, non par hasard, à Clermont, Toulon et Rouen. La stabilité du jeu lillois a à voir avec l'opposition entre ces deux échelles, qui explique la faiblesse des transferts d'équipement à Aix-Marseille, par exemple.

Enfin le troisième facteur est l'aptitude à « jouer métropolitain » chez les acteurs culturels eux-mêmes. Les acteurs les plus coopératifs (lectures publiques, enseignements artistiques) sont souvent les mieux servis par le changement d'échelle, dont se protègent ceux qui sont, dans le spectacle vivant par exemple, plutôt mus par une éthique de la singularité artistique et du circuit court avec le Prince. Pour jouer métropolitain, il faut donc cultiver un sens des liens et des patrons qui se révèlent plus subtils et complexes que ce qu'en édicte la loi. ■

¹ NÉGRÉRIER E. et TEILLET P., *Culture et Métropole. Une trajectoire montpelliéraine*, Autrement, 2021.

Une cartographie des lieux culturels dans l'agglomération toulousaine

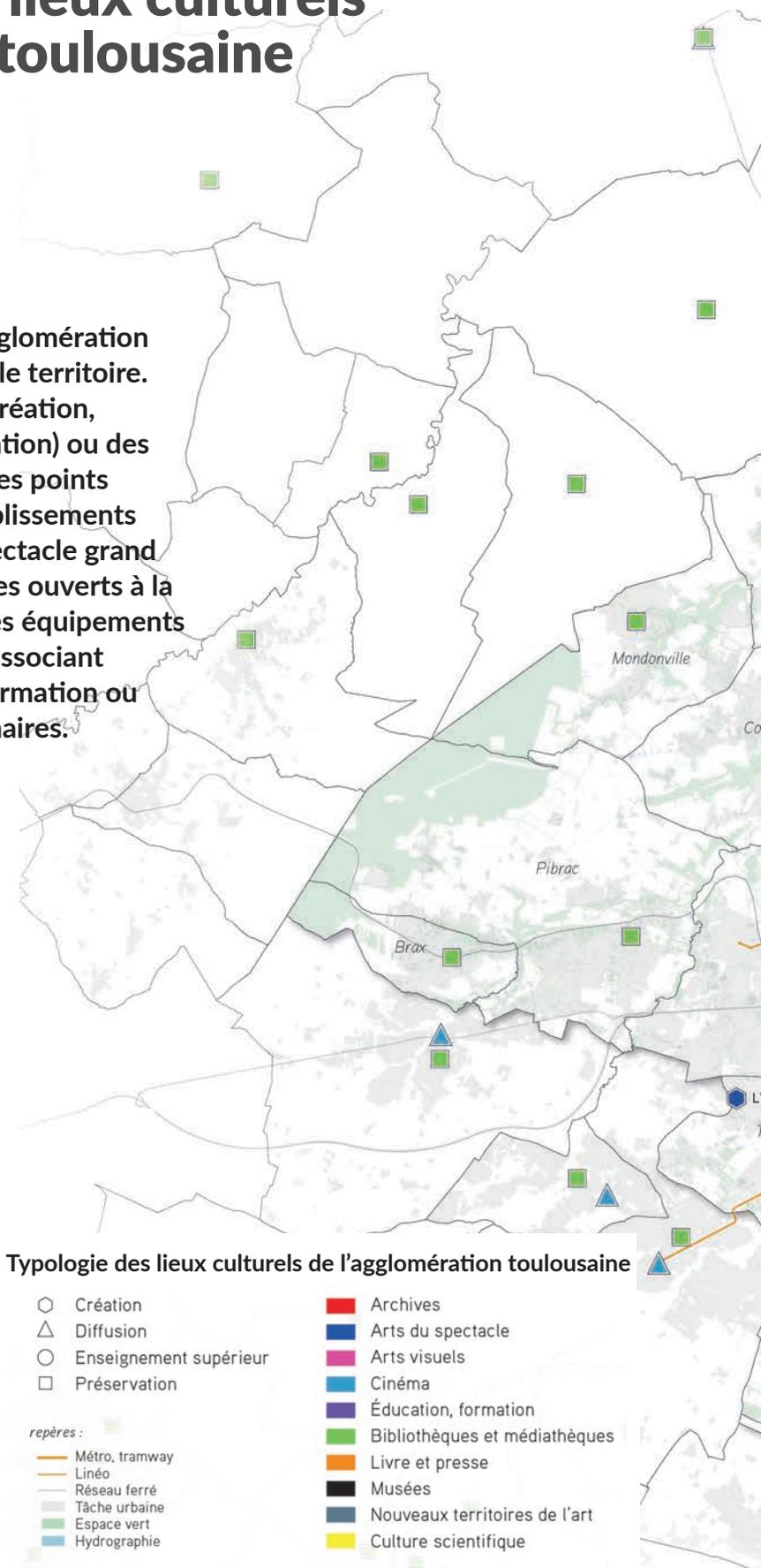
Samuel BALTI

La cartographie des lieux culturels dans l'agglomération toulousaine révèle la diversité de l'offre sur le territoire. Celle-ci se mesure au regard des activités (création, diffusion, enseignement supérieur, préservation) ou des domaines artistiques et culturels. Derrière les points représentés se trouvent également des établissements aux profils bien différents : des salles de spectacle grand public et d'autres plus intimistes, des espaces ouverts à la pratique amateur ou réservés aux initiés, des équipements spécialisés mais aussi d'autres polyvalents associant des activités de diffusion, de création, de formation ou de production, et plusieurs champs disciplinaires.

La palette de l'offre culturelle à l'échelle de l'agglomération toulousaine est en partie le résultat d'engagements politiques dont l'histoire récente peut être retracée brièvement : des investissements importants initiés à la fin des années 1990 pour combler le manque de grands équipements structurants ; un intérêt porté dans les années 2000 aux cultures urbaines afin d'accompagner les pratiques émergentes ; une volonté au début des années 2010 de repositionner la culture, et plus largement la connaissance, comme levier du développement urbain, et même de la construction d'une société métropolitaine¹.

Des configurations territoriales et culturelles héritées

Si l'offre culturelle tend ses dernières années à se rapprocher du standing métropolitain que représente Toulouse, sa répartition sur le territoire révèle néanmoins des disparités héritées d'une configuration urbaine longtemps dominée par le poids de la ville-centre, alors que la gestion des affaires culturelles était réservée aux communes. Celle de Toulouse



¹ BALTI S., SIBERTIN-BLANC M., « La connaissance, moteur de la construction d'une société métropolitaine », in *Une trajectoire métropolitaine, l'exemple de Toulouse*, Le Moniteur, 2016.

Sources : Basilic 31, IGN, Tisséo, AUAT, Toulouse Métropole

concentre aujourd'hui encore la plupart des équipements prestigieux, comme le Théâtre national (aujourd'hui Théâtre de la Cité), le Conservatoire, l'Orchestre du Capitole, le musée d'Art contemporain des Abattoirs, le Muséum d'histoire naturelle ou encore le Zénith. À cette offre d'équipements publics peut s'ajouter celle composée de lieux de taille plus modeste : des centres culturels et des maisons de quartier, mais aussi des lieux privés à vocation commerciale (cafés-concerts, galeries d'art). Tous n'apparaissent pas sur cette carte, mais leur programmation régulière participe de l'attractivité culturelle et festive du centre-ville de Toulouse.

Cette forte concentration de l'offre ne signifie pas pour autant que la culture est absente en périphérie, comme en atteste l'émiettement de lieux polyvalents, tels que les bibliothèques, médiathèques et salles des fêtes, dédiés à la préservation et aussi souvent à la diffusion². Dans ces lieux, se cristallisent des initiatives municipales ou associatives qui contribuent, pour les communes de banlieue comme pour les communes périurbaines, à animer la vie locale et plus largement à faciliter l'accès à la culture. Sont également identifiés quelques équipements d'envergure métropolitaine de par leur rayonnement ou leur rôle structurant dans certaines disciplines artistiques tels que la Grainerie à Balma (nouveaux territoires de l'art), l'Usine à Tournefeuille (arts du cirque) ou le Pavillon Blanc Henri Molina à Colomiers (médiathèque, centre d'art).

La culture permet ainsi de mettre en exergue les rouages d'une agglomération devenue polycentrique mais dont les limites institutionnelles continuent de fragmenter le territoire. Le Bikini à Ramonville-Saint-Agne (musiques amplifiées) se situe par exemple en dehors du périmètre intercommunal de Toulouse.

La culture pour faire métropole ?

Le virage métropolitain amorcé ces dernières années témoigne pourtant d'avancées significatives en matière de co-construction de la politique culturelle. Les acteurs culturels et artistiques ont d'abord été consultés dans le cadre d'une concertation inédite organisée par les élus et techniciens de la Ville de Toulouse. L'objectif était de décloisonner les milieux, à l'échelle de la commune-centre dans un premier temps, afin d'identifier les forces en présence et de comprendre les lacunes du territoire. De ces rencontres, est né le premier projet culturel de Toulouse. Outre l'émergence de nouveaux objets de l'action publique, comme la culture scientifique et technique, l'aménagement de certains équipements vient renforcer des centralités culturelles existantes

(le Quai des Savoirs dans le futur quartier des sciences). D'autres s'inscrivent dans une stratégie de redéploiement de l'offre culturelle afin d'accompagner la croissance urbaine et le développement de nouveaux quartiers en périphérie de Toulouse (le Metronum à Borderouge, la Halle de La Machine à Montaudran). Enfin, Toulouse Métropole a organisé plus récemment le transfert des équipes administratives et la mutualisation de compétences en identifiant des équipements, des événements et des services d'intérêt métropolitain. Si l'ambition est désormais d'écrire une politique culturelle à l'échelle des 37 communes qui composent le territoire, la cartographie des lieux culturels conduit à rappeler quelques enjeux que pose aujourd'hui la fabrique métropolitaine.

Tout d'abord, la culture comme projet de territoire est bien évidemment une opportunité pour compléter l'offre d'équipements, rapprocher les habitants, soutenir des filières économiquement fragiles ou encore élargir le maillage des territoires pour faire métropole. Mais des arbitrages entre stratégies multiples peuvent aussi révéler l'existence de tensions entre des logiques d'aménagement du territoire et des logiques artistiques, par exemple lorsqu'il s'agit de localiser une salle de concert en périphérie alors que les acteurs et les publics de la scène locale, à qui cet équipement s'adresse principalement, sont plutôt tournés vers le centre-ville et son foisonnement de lieux festifs.

Par ailleurs, la localisation des lieux met en exergue une configuration polycentrique du territoire dont la lecture est ainsi insuffisante pour appréhender le fait culturel et urbain dans sa complexité. L'observation des acteurs, des pratiques artistiques et plus largement des expériences humaines révèle par ailleurs des dynamiques qui dépassent les murs d'un équipement ou les limites d'une institution intercommunale, et réinterrogent, comme pour d'autres champs de la vie urbaine, la compréhension du fait métropolitain³.

En effet, ces domaines d'activité s'inscrivent moins dans une logique de territoire que de réseaux, de flux et de relations entre acteurs parfois très éloignés et aux profils bien différents. Certains d'entre eux ne sont d'ailleurs pas du tout attachés à un lieu ou à un territoire en particulier, et échappent alors aux radars des politiques publiques et des cartographes. La question qui se pose ici pour faire métropole n'est donc pas seulement celle du maillage des lieux culturels à un bon périmètre, et renvoie plus largement à la capacité des compétences métropolitaines à se doter d'outils appropriés pour considérer les transformations du monde de la culture dans le contexte de métropolisation⁴.

² SIBERTIN-BLANC M., « Initiatives culturelles et structuration de l'espace métropolitain toulousain », in AUGUSTIN J.-P. et LEFEBVRE A., *Perspectives territoriales pour la culture*, MSHA, 2004.

³ BALTI S., « Géographie des musiques amplifiées et recompositions territoriales dans l'agglomération toulousaine », *Géographie et Cultures*, L'Harmattan, CNRS, 2018.

⁴ OFFNER J.-M., *Métropoles invisibles. Les métropoles au défi de la métropolisation*, Les conférences POPSU, 2018.



Muséum d'histoire naturelle



Cinémathèque



Cité de l'espace



Pavillon Blanc Henri Molina

Les industries culturelles et créatives, **des stratégies territoriales au long cours**

Vincent ANCE

Situées à la frontière de l'économie et de la culture, les industries culturelles et créatives (ICC) désignent des secteurs dont la production repose soit pleinement sur la créativité, tels les arts visuels, le spectacle vivant ou les industries culturelles (musique, cinéma, édition de livres...), soit en partie, comme l'architecture, le design ou la mode. Depuis 2010, l'AUAT observe et analyse la dynamique de l'emploi de ce secteur pour le compte de Toulouse Métropole. Celle-ci s'est emparée du sujet à l'instar d'autres métropoles, et l'inscrit aujourd'hui dans la perspective de la création d'un quartier créatif autour de l'image sur le site de La Grave, la Cité des arts.



Les industries culturelles et créatives, levier des stratégies territoriales

Depuis plus d'une quinzaine d'années, les ICC ont émergé comme une composante à part entière des stratégies métropolitaines, au même titre que le développement économique, urbain et social. Au-delà de la mise en place de dispositifs de soutien, il s'agit le plus souvent, dans le discours des élus et services techniques, de contribuer à tisser des liens entre les activités créatives et les autres dimensions qui font la ville. La métropole est alors considérée comme un écosystème dont le bon fonctionnement est particulièrement propice au développement des activités créatives, mais aussi au développement d'autres activités économiques, à leur dynamisme et plus généralement au bien-être des habitants.

La métropole toulousaine a elle-même identifié les ICC comme un levier de diversification de son économie locale. En témoigne un certain nombre de documents cadre définissant sa politique en matière de culture, d'économie et d'attractivité : schéma de développement économique, d'innovation et de rayonnement métropolitain, rapport « Toulouse, savoirs et imaginaires », feuille de route en matière d'ICC, Convention de coopération pour le cinéma et l'image animée... La métropole soutient aussi l'accueil d'un événement professionnel d'envergure européenne comme le « Cartoon Forum ». Toulouse Métropole entend ainsi soutenir et accompagner le

développement économique des acteurs culturels par la promotion de nouveaux modèles et outils.

Le cinéma d'animation est considéré comme un secteur particulièrement porteur du fait de la dynamique de ses acteurs dans l'agglomération toulousaine (succès de studios locaux nationalement et internationalement). À ce titre, la métropole entend accompagner cette filière par le biais d'une feuille de route construite avec les professionnels. Cette volonté se poursuit notamment au travers du projet de réhabilitation du site historique de La Grave en Cité des arts, l'objectif étant d'en faire un lieu dédié aux ICC et aux arts visuels, ainsi qu'un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine, tout en gardant la vocation historique d'hospitalité du site.

Les territoires créatifs, lieux totems

Au croisement de logiques tant créatives, culturelles, qu'économiques ou institutionnelles, des territoires désignés comme « quartiers », « clusters » ou « écosystèmes créatifs » apparaissent comme des lieux emblématiques.

Si le quartier créatif correspond à un regroupement spatial d'activités culturelles et créatives au sein d'une portion d'espace urbain clairement identifiable, le cluster relève d'une approche plus large. Il rassemble des entreprises et institutions d'un même secteur d'activité ou domaine de compétence,



ancrées dans un territoire ou localisées géographiquement, et les fait bénéficier d'avantages compétitifs grâce notamment aux externalités qu'elles suscitent. Quant à l'écosystème créatif, il s'agit d'une déclinaison du secteur, du domaine ou de la filière en un réseau d'échange d'énergies et de matières permettant le maintien et le développement de la vie créative. Le quartier créatif peut, quant à lui, être considéré comme une déclinaison thématique plus récente des « districts industriels et technologiques » identifiés à la fin du XIX^e siècle et « redécouverts » dans le courant des années 1970.

Quartiers, clusters ou écosystèmes créatifs, autant de formes de structuration d'autant plus à même de répondre aux besoins des acteurs créatifs. Il s'agit souvent d'entreprises de petite taille, dans un environnement aux conditions d'emploi temporaires et instables, où l'importance des dimensions personnelles dans les échanges professionnels et l'incertitude quant à la réussite des projets incitent les créatifs à se regrouper spatialement et à s'insérer dans des réseaux de pairs. Avec le regroupement spatial et le réseautage qui leur sont propres, ces lieux créatifs favorisent l'existence d'un bassin d'emploi qualifié, la circulation des idées et la mutualisation d'équipements ou de programmes de recherche. L'existence de ces lieux peut résulter d'une logique de formation descendante ou d'un regroupement spontané. En utilisant ces terminologies et en les déclinant en politiques, les métropoles entendent mettre en valeur les externalités croisées engendrées par la « colocalisation » et la création de structures ou de lieux susceptibles de rapprocher des créatifs qui ne se croisent pas naturellement dans leur vie professionnelle. En se dotant d'un tel outil de rayonnement et de développement économique, elles souhaitent, au-delà, agir sur la cohérence et l'efficacité de leur écosystème urbain. C'est l'esprit de ce que veut faire Toulouse Métropole avec la Cité des arts autour des métiers de l'image, non sans rappeler l'expérience angoumoise du Pôle Magelis.

Le Pôle Magelis, un exemple de cluster de l'image

Depuis le milieu des années 1980, les acteurs institutionnels angoumois ont cherché à « prolonger industriellement » la dynamique « image » du Festival international de la BD (FIBD). Les réflexions se sont concrétisées en 1997 avec la mise en œuvre du projet de Pôle Image Magelis, porté non seulement par la Ville mais aussi la CCI et le conseil départemental. Du projet de la fusée « Tintin » à la fin des années 1990 jusqu'au récent projet d'aménagement Imagiland, les voies du ludique et touristique ont aussi été creusées.

Dès sa création, Magelis a pu mobiliser des réserves foncières précédemment constituées. Il s'installe au début des années 2000 au château de Dampierre, sur un espace urbain situé le long de la Charente, à cheval sur les quartiers Saint-Cybard et de l'Houmeau. Le site est à proximité immédiate du Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI) dont l'implantation, décidée en 1983, est le fruit d'une volonté nationale, de même que la structuration de l'École supérieure de l'image à partir de l'École des beaux-arts. C'est d'ailleurs autour de cette première structure et du CNBDI qu'est venu progressivement se greffer un ensemble de formations en rapport avec l'image fixe ou animée, allant du BTS au doctorat, et réunies sur un campus à l'anglo-saxonne rassemblant désormais plus de 900 étudiants.

Le Pôle image associe aujourd'hui des laboratoires de recherche et des équipements de pointe, des résidences d'auteurs et d'artistes, des studios de tournage et de production, des pépinières, des incubateurs et de l'immobilier d'entreprise, des événements professionnels (Rencontres Animation Développement Innovation (RADI) et Animation Formation (RAF)...). Il comporte 10 000 m² de plateaux de tournage et rassemble une centaine d'entreprises, parmi lesquelles une vingtaine de studios d'animation. En complémentarité du FIBD, le Magelis contribue à changer l'image d'Angoulême en participant à la rénovation et à la patrimonialisation de certains lieux (château de Dampierre, réhabilitations dans le quartier Saint-Cybard notamment), au-delà des nouveaux équipements qu'il a suscités. En une vingtaine d'années, la structuration du Pôle n'a pas été linéaire. Elle s'est appuyée sur une gouvernance dédiée consistant en un portage opérationnel avec la constitution d'une société d'économie mixte et la création d'une zone d'aménagement concerté. Inscrit dans le projet de territoire de l'intercommunalité angoumoise, Magelis a été décliné dans les documents réglementaires de planification urbaine (SCoT, PLUi...) mais aussi dans les politiques sectorielles en matière de préservation et de mise en valeur du patrimoine, d'habitat, d'enseignement supérieur, de projet urbain, de redynamisation urbaine et de développement économique. Il bénéficie ainsi du soutien des collectivités départementale et régionale.

Avec un fonctionnement s'apparentant de plus en plus à celui d'un « quartier créatif », le Pôle image illustre une ambition institutionnelle locale : créer un contexte innovant permettant de susciter des initiatives collectives réellement originales et durables, et ainsi favoriser un développement endogène du territoire angoumois au sens large à long terme. ■

L'emploi créatif dans l'économie toulousaine

Dans l'aire d'attraction toulousaine, les ICC représentent 15 640 postes salariés privés dont 76 % localisés au sein de Toulouse Métropole et 14 % dans le Sicoval. Avec Lyon, Marseille-Aix, Lille, Nantes et Bordeaux, Toulouse est l'une des « places fortes » des ICC en province et, à leur instar, le poids de ces activités créatives y est assez limité dans l'ensemble de l'emploi local .

D'un point de vue statistique, trois domaines créatifs peuvent être considérés comme spécifiques à l'aire de Toulouse par rapport aux autres grandes aires métropolitaines : le multimédia dont la croissance est forte, l'architecture qui enregistre des gains d'emplois plus modérés et l'édition qui connaît un tassement continu de ses effectifs. Quant aux performances artistiques (spectacle vivant, arts plastiques, édition musicale, enseignement culturel...), il s'agit d'un domaine où l'aire toulousaine occupe une position proche de la moyenne des

autres métropoles en matière de spécialisation mais qui est en légère décroissance.

Si l'on adopte une approche « métiers » de l'emploi culturel et créatif, les ICC ne représentent que 45 % de l'ensemble des emplois culturels et créatifs dans l'aire toulousaine. En effet, tous les actifs du secteur créatif n'exercent pas une profession créative, c'est-à-dire une profession spécifique du domaine des arts, du spectacle, de l'information. Ainsi, nombre d'entre eux exercent un métier technique ou administratif (secrétaires, comptables, agents commerciaux...) que l'on peut retrouver dans d'autres secteurs de l'économie. À l'inverse, les emplois créatifs peuvent se trouver dans des activités qui ne font pas partie des secteurs identifiés comme créatifs. Il s'agit d'actifs ayant une profession créative et travaillant dans d'autres secteurs (c'est le cas des designers en général).

L'emploi salarié privé par domaine créatif en 2019 dans l'aire d'attraction de la ville de Toulouse

Source : Acoiss-Urssaf – Traitement : AUAT

Multimédia 7 370

Performances artistiques 2 400

Publicité 1 750

Architecture 1 260

Livre et presse 1 240

Audiovisuel 770

Artisanat d'art 420

Mode textile 340

Design 90



Foix, une petite ville singulière dans son approche culturelle

Laura LESCURE et Mickaël MARTINEZ

Souvent associée aux grandes villes, la vitalité culturelle est aussi un axe fort du développement local de petites villes. Pour preuve, Foix, « gros village » de 10 000 habitants et préfecture de l'Ariège, soutient et impulse depuis plusieurs années une dynamique culturelle tournée vers les jeunes. Celle-ci s'inscrit dans une évolution récente de l'action culturelle au service de projets de territoire et dans un objectif de bien-vivre territorial. Cette tendance est observée dans le volet fuxéen du programme de recherche POPSU Territoires¹ mené par Mariette Sibertin-Blanc et Laurence Barthe, aidées en 2020 par Laura Lescure, travaux sur lesquels repose cet article.

La « petite ville » et le développement culturel : des partenariats au service d'une ambition affirmée

Foix, à l'image d'autres petites villes, participe du maillage urbain et agit comme un point de repère structurant pour son environnement. L'action culturelle, facteur de différenciation territoriale (Sibertin-Blanc, 2018), distingue particulièrement Foix parmi les autres petites villes d'Occitanie. La municipalité et l'agglomération fuxéenne soutiennent le dynamisme d'acteurs associatifs et privés et peuvent compter sur celui-ci. Certains apparaissent déjà très ancrés dans le paysage culturel local et d'autres, plus récents dans le paysage fuxéen, œuvrent tout autant en étant force de proposition et d'implication dans la vie locale.

En 2018, Foix et ses partenaires ont signé la convention-cadre Action cœur de ville (ACV) autour de cinq axes stratégiques, dont la mise en valeur des formes urbaines, de l'espace public et du patrimoine. Ce regain d'attention de la part de l'État envers les petites villes, incarné également par le programme Petites villes de demain, donne de nouvelles opportunités à ces territoires, à la recherche de leviers pour leur développement local. La culture s'inscrit véritablement dans le projet collectif de ce territoire à « *taille humaine* », permettant des rapprochements entre différents types d'acteurs, générateurs de transformations et stimulant la vitalité culturelle. Cette volonté politique affirmée s'incarne dans le nouveau projet de territoire de l'intercommunalité, plaçant la culture au cœur du développement urbain et social de la ville.

Du public cible à l'acteur-ressource : la jeunesse au cœur des initiatives culturelles

Dans le cadre de la politique intercommunale et d'ACV, le nouveau pôle jeunesse collaboratif animé par le PAAJIP² met en œuvre la politique jeunesse du territoire, dont une partie largement transverse avec la culture. Cette structure associative est issue d'un long héritage d'éducation populaire. Encore en construction aujourd'hui, elle a vu sa localisation soigneusement choisie à proximité directe des équipements culturels structurants pour le territoire que sont la Scène Nationale de l'Estive, la médiathèque, l'école de musique intercommunale (futur conservatoire), le futur cinéma d'art et d'essai (également soutenu dans le cadre d'ACV), ou encore le skatepark. Le projet s'inscrit dans une volonté politique forte de créer des passerelles entre ces espaces, bien identifiés aussi dans la politique mobilité. Avec le nouveau pôle jeunesse, se lie aussi une multitude de partenaires, dont l'association Art'Cade, partenaire culturel historique. Labellisée SMAC³ en 2018, opérateur phare des musiques actuelles en Ariège, Art'Cade articule son projet artistique et culturel autour de résidences d'artistes, de programmation de concerts tout au long de l'année, mais aussi d'actions culturelles en direction de tous les publics. Les pratiques artistiques et culturelles sont donc au cœur du projet du pôle jeunesse : expression musicale et artistique, pépinière d'associations, volonté de favoriser l'usage de l'espace public par la jeunesse et de faire émerger de nouvelles formes d'expression et de création... Autant de projets

¹ Programme de recherche-action ayant pour objectif d'approfondir la connaissance des dynamiques des petites villes sur le territoire français. Il est porté par la Plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU) Territoires du service interministériel Plan urbanisme construction architecture (PUCA).

² Pôle Agglomération Adolescence Jeunesse Information Prévention.

³ Scène des Musiques Actuelles.

Le nouveau projet de territoire de l'intercommunalité place la culture au cœur du développement urbain et social de la ville.

pour que se créent des synergies entre les jeunes et le territoire fuxéen, sans jamais oublier la question de leur encapacitation.

Acteur associatif toujours, mais plus récent dans l'histoire locale, La Limonaderie, elle, est une actrice culturelle locale promouvant le développement des arts de la rue et du spectacle vivant. À la fois tiers-lieu, espace de coworking, lieu de spectacles et résidence d'artistes, elle propose une offre complémentaire à celle de l'Estive, davantage « populaire et reflétant la culture locale » (Lescure, 2020). La question du faire par soi-même y est promue, et cela se retrouve dans le festival annuel Foix'R de Rue, porté originellement par le PAAJIP et dont elle est devenue un des partenaires clefs. Outre sa capacité à investir les quatre coins de la ville, le festival donne une place prépondérante aux jeunes. L'idée a germé de leur esprit en 2014 et a vu ses racines se développer grâce à la mobilisation d'une cinquantaine d'entre eux fléchés via le PAAJIP. Le partenariat avec Art'Cade a permis la mise en place de concerts et de scènes ouvertes, venant s'ajouter aux arts de la rue, aux ateliers de graffiti, au théâtre ou encore aux déambulations qui structurent l'évènement. La jeunesse, plus qu'un public cible, est totalement actrice du festival dans une démarche ascendante, dont la scène est ouverte et la culture souhaitée comme participative. La synergie créée entre les structures permet aux jeunes de libérer leur créativité grâce à des animations de qualité, avec un festival qui a désormais largement pollinisé le territoire.

Une réappropriation du territoire et de l'espace public par le prisme culturel

À travers ces initiatives, c'est aussi la volonté de se réapproprier un territoire qui est défendue. En 2016, le taux de vacance dans le centre de Foix était de 24 %, point saillant d'une perte de vitalité symptomatique de nombreuses petites villes. Encore une fois, la culture est utilisée comme un révélateur : l'association d'art plastique et contemporain La Biz'Art'Rit, également lieu d'exposition porté par des artistes aux profils variés, est choisie pour mener

un projet de revalorisation du centre ancien dans le cadre de la rénovation urbaine de la politique de la ville. En 2018, les vitrines vides deviennent des supports artistiques animés par le collectif. La déambulation artistique est devenue prétexte à revaloriser ces espaces privés habillant l'espace public, impliquant la population qui est invitée à « se questionner sur l'art, le citoyen et l'espace public ». Ici, pas d'urbanisme temporaire, mais de l'art temporaire qui invite à s'interroger sur l'urbanité et le sens des espaces publics.

Enfin, un autre projet retient l'attention : les Routes Singulières. Mené dans le cadre d'un projet européen POCTEFA sur plusieurs villes dites créatives comme Irun ou Tournefeuille, celui-ci vise à conforter la culture comme vecteur de développement touristique et de cohésion sociale. Dans ce cadre, cinq propositions artistiques ont vu le jour à Foix, que ce soit au centre-ville ou dans le parc de Bouychères, dans un but assumé de « capter des publics sceptiques face à l'offre culturelle institutionnelle » (Lescure, 2020). Le

Œuvre des Routes Singulières



projet a notamment réuni Benoît Séverac, romancier de littérature noire et Christel Llop, calligraphe et sculptrice, autour d'un ouvrage de fiction, projetant la ville de Foix dans un futur morose, et de sept œuvres pérennes installées dans l'espace public, reprenant les sept chapitres de la fiction. Cette passerelle entre écriture et art sculptural contemporain invite les passants à découvrir la ville sous un autre angle, entre appropriation d'une œuvre de lecture et découverte d'œuvres occupant l'espace public, entre l'esprit qui imagine et la ville qui met en relief. Ambitieux, le projet est également moins dans l'esprit d'une culture participative, l'habitant étant surtout interrogé en aval, suscitant des tensions avec certains d'entre eux. Cela nous rappelle avec justesse que la ville est un objet culturel à part entière, où l'affect se mêle aux représentations, le vécu à l'imaginaire, et où la participation des habitants se révèle être la condition *sine qua non* d'un projet urbano-artistique réussi.

4 Enseignantes-chercheuses LISST, Université Jean-Jaurès, Toulouse.

Œuvre des Routes Singulières



De la culture au bien-vivre territorial ?

Le programme de recherche POPSU Territoires donne depuis 2018 un coup de projecteur sur les dynamiques territoriales des petites villes, au travers de projets de recherche-action multi-partenariaux croisant approches universitaires et expertises locales. Retenu en 2019, le projet « *Action culturelle et bien-vivre : la place de la jeunesse dans la petite ville de Foix* », dirigé par Mariette Sibertin-Blanc et Laurence Barthe⁴, et associant la Ville de Foix, la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes, le pôle jeunesse intercommunal et l'Estive, vient souligner une fois de plus l'engagement culturel de ce territoire. Avec en ligne de mire la culture comme garante d'émancipation individuelle et collective, de partage d'émotions et de découvertes, les acteurs se sont saisis de divers leviers (programme européen, ACV, recherche-action) et s'appuient sur des ressources locales (acteurs culturels dans leur diversité, équipements structurants, éducation populaire) pour impulser une dynamique culturelle en direction des habitants et avec eux.

Ici, les jeunes ne sont pas considérés juste comme public cible d'une politique publique : ils constituent une ressource pour le territoire qui cherche à être mise en capacité. Le centre ancien n'est pas seulement le sujet d'une politique territoriale de revitalisation, c'est un support culturel pour les habitants. Volontaire en matière d'action culturelle, favorisant les synergies entre les multiples acteurs locaux, Foix fait partie de ces petites villes qui se sont saisies de manière collective de la culture, et ce depuis plusieurs années. Dépassant les habituels objectifs de développement économique ou de marketing territorial, il semblerait que la culture à Foix – dont la présentation ici n'a rien d'exhaustif – soit considérée avant tout comme objet de bien-vivre territorial. ■

Références :

BARTHE L. et SIBERTIN-BLANC M., « Le bien vivre dans les territoires de proximité : des facteurs aux capacités requises. L'exemple en Occitanie ». <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02435158/document>.

LESCURE L., « Action culturelle et pratiques des jeunes dans la ville de Foix : quelle lecture pour le bien-vivre territorial ? ».

Projet de territoire de la CA Foix-Varilhes « Agglo 2026 ».

<http://www.bizartrit.com/fr/wp-content/uploads/2018/01/dossier-espacecommun-light.pdf>.

Le développement de Lagrasse autour des « arts de lire »

Article rédigé sur la base d'un entretien avec Aline Costella, de la librairie *Le nom de l'homme* à Lagrasse et Colette Olive, éditrice et co-fondatrice des Éditions Verdier.

Médiatisée par le Banquet du livre, manifestation littéraire estivale, et par son label « plus beau village de France », Lagrasse jouit depuis une vingtaine d'années d'une dynamique culturelle qui irradie les territoires alentour. C'est le fruit d'un projet initié dans les années 1990 par les Éditions Verdier, pérennisé et amplifié grâce à l'implication d'acteurs publics locaux.

Tous les étés, le village audois de Lagrasse accueille jusqu'à plus de 20 000 visiteurs pour son Banquet du livre. La manifestation littéraire réunit aussi bien un public local, régional, que des Parisiens et des Anglais que le Brexit n'a pas découragés de rejoindre leurs résidences secondaires des Corbières. Ce public cosmopolite se retrouve pour des conférences littéraires et philosophiques dans la partie laïque de l'abbaye de Lagrasse et sous la halle de ce petit village de moins de 600 habitants pour les conversations sur l'histoire de Patrick Boucheron. En 1979, les Éditions Verdier sont fondées au lieu-dit du même nom, non loin de Lagrasse. L'envie de partage et de faire du lien sur le territoire les amènent à créer l'association Le Marque-Page pour organiser un événement autour des idées et de la philosophie. C'est ainsi que naît le Banquet du livre au milieu des années 1990. D'année en année, l'événement accompagne le développement économique et touristique du village avec une programmation culturelle et artistique portée par l'association (Banquets de printemps, d'été, d'automne, rencontres, ateliers, résidences... dans les domaines du livre, de la pensée et de l'image), mais aussi par d'autres acteurs associatifs et publics (festivals de musique, marché de potiers...). « Dès le premier Banquet en août 1995, un public nombreux a manifesté un soutien indéfectible à notre association. Un écho médiatique national a fait découvrir le village de Lagrasse et ses

environs à une population en recherche de sites préservés où il est encore possible de se baigner entre deux rencontres littéraires... » explique Colette Olive.

À ses débuts, le Banquet du livre fonctionne uniquement grâce à des bénévoles et est gracieusement accueilli par la mairie de Lagrasse dans l'abbaye. Il abrite une librairie éphémère tenue par la librairie toulousaine Ombres Blanches pendant le temps de la manifestation. En 2008, le conseil départemental de l'Aude rachète les lieux, les restaure et les aménage. L'exploitation du site est depuis partagée entre le Département, pour la vocation touristique et patrimoniale, et l'association Le Marque-Page. La même année, la « Maison du Banquet et des générations » est inaugurée, accueillant sous son toit les activités de l'association, un café et une librairie – cette fois permanente –, Le nom de l'homme. L'implication du conseil départemental aux côtés de l'association Le Marque-Page permet ainsi la pérennisation et l'amplification de la dynamique locale impulsée par le Banquet du livre.

Pour preuve, la librairie Le nom de l'homme connaît depuis son ouverture un succès grandissant. Elle fonctionne à ses débuts grâce au catalogue des Éditions Verdier et au fonds d'Ombres Blanches. Avec le succès du Banquet, elle propose désormais dans à peine 50 m² un fonds plus généraliste mais toujours exigeant de 6 500 références renouvelées

et enrichies en adéquation avec les goûts du lectorat local. Plus qu'un commerce, la librairie est un lieu de partage et d'échange. « En 2014, il y a eu un vrai essor de la librairie vis-à-vis de la clientèle locale et pourtant on est en plein boom d'Amazon ! » explique Aline Costella. C'est que la librairie ne semble avoir été fragilisée ni par le e-commerce, ni même par les confinements alors que, dans le même temps, quelques librairies indépendantes du département ont disparu. « Dans les Corbières, on fait facilement une heure de route pour aller au marché, alors pourquoi pas à la librairie ?! » Le nom de l'homme est ainsi en croissance depuis 2018 alors que nombreux étaient ceux qui jugeaient le projet fou à son lancement. C'est pour Aline Costella un « vrai succès de territoire ». Et ce succès pourrait s'amplifier avec l'agrandissement prévu de la librairie dans le cadre du passage de relais de l'association Le Marque-Page vers un établissement public de coopération culturelle et de la labellisation en Centre culturel de rencontre de la partie laïque de l'abbaye. C'est donc un nouveau chapitre du développement local, culturel et patrimonial de Lagrasse qui s'ouvre. Le Département, la Région, la communauté de communes région lézignanaise Corbières-Minervois et la commune de Lagrasse portent ainsi collégalement depuis quelques années la démarche

de labellisation en Centre culturel de rencontre, démarche imaginée autour d'un projet scientifique et culturel sur le langage et les récits intitulé Les arts de lire. Pour ce faire, un Etablissement public de coopération culturelle a été créé pour reprendre la gestion des lieux en régie au 1^{er} janvier 2022.

Les Centres culturels de rencontre sont issus de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine de 2016¹. Le décret qui précise leur contenu les situe au croisement des « problématiques du développement territorial, de la transmission culturelle, d'intégration professionnelle, d'innovation technologique, de développement durable, de tourisme et des industries créatives, offrant une vision novatrice de la promotion du patrimoine ».

Avec la labellisation en Centre culturel de rencontre, l'enjeu est de prendre le relais de l'association Le Marque-Page pour développer un projet plus large, institutionnalisé et bénéficiant d'une visibilité supplémentaire. « Les Centres culturels de rencontre ont vocation à rayonner sur le territoire mais aussi à l'international » explique Colette Olive. Une programmation annuelle enrichie sera ainsi proposée et la restauration du site sera poursuivie. Rendez-vous pris l'an prochain pour connaître la suite de cette histoire de développement local au long cours écrite à plusieurs mains. ■

¹ Décret n° 2017-434 du 28 mars 2017 relatif au label « Centre culturel de rencontre » pris pour l'application de l'article 72 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.



Rencontre littéraire de la librairie Le nom de l'homme dans une cour de l'abbaye de Lagrasse

La Filature du Mazel : du lieu ressource à la toile culturelle territoriale

Éliette GUINE

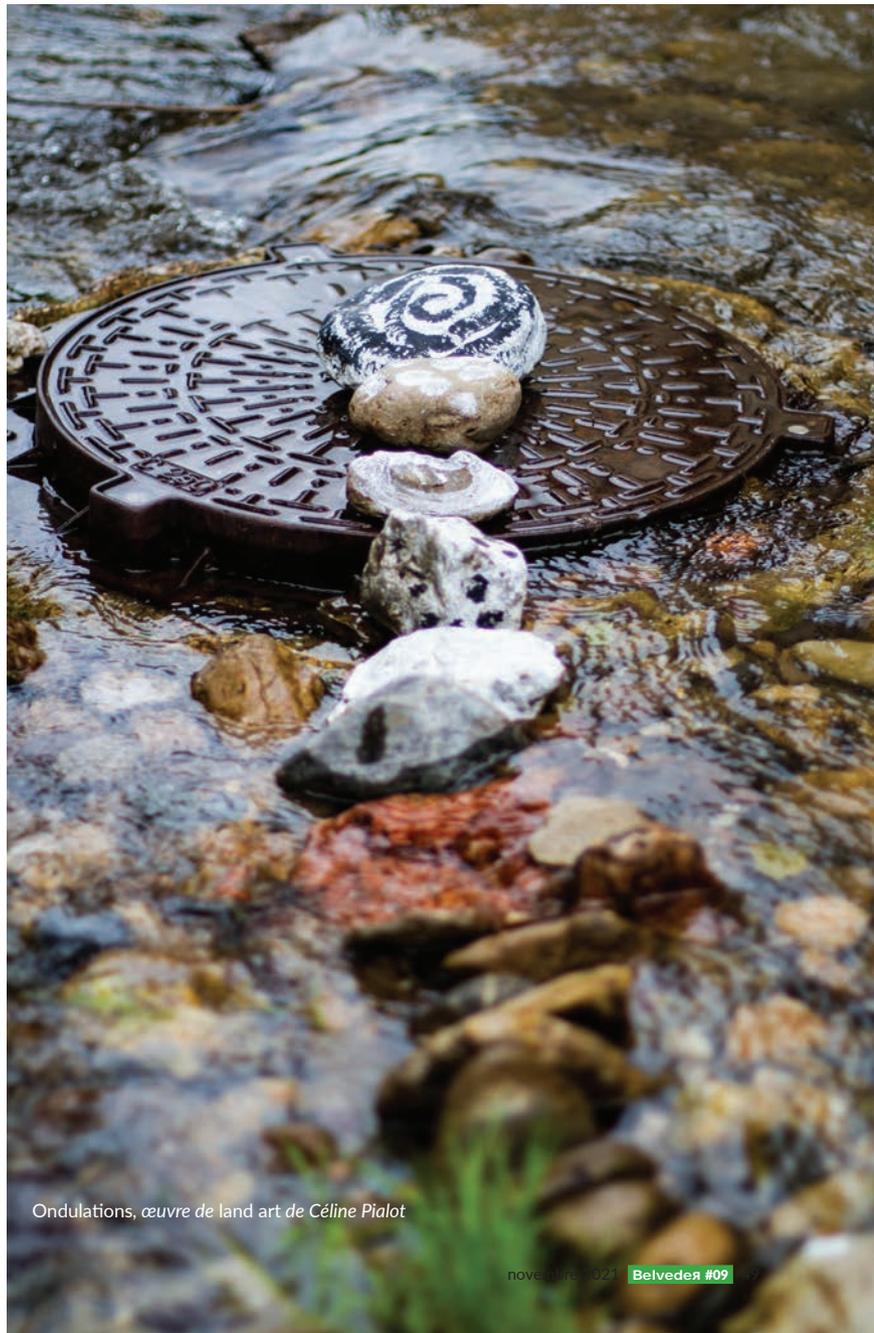
Sociologue de formation, Éliette Guine est administratrice de la Filature du Mazel. Elle a précédemment œuvré dans le domaine des politiques culturelles en tant que chercheuse, enseignante puis consultante. Elle assure depuis mars 2021 la coordination du projet de parcours de *land art*, « Les Balcons de l'Aigoual », pour la Filature du Mazel, entre autres missions.

Ancienne usine de fabrication de fil de soie, l'association et tiers-lieu de la Filature du Mazel est un acteur culturel incontournable de la communauté de communes Causses Aigoual Cévennes « Terres Solidaires ». Dans un territoire de montagne, elle œuvre à mettre en synergie les acteurs culturels, publics et économiques pour impulser une dynamique culturelle dans la vallée de l'Hérault.

Un projet développé grâce à la synergie d'acteurs

La Filature du Mazel est un lieu atypique. Usine de production de soie naturelle jusqu'en 1950 et de nylon jusqu'en 1982, elle est investie depuis 2011 par une association du même nom portée par la volonté d'acteurs locaux de la culture (artistes plasticiens, réalisateur de films d'animation, techniciens et médiateurs de la culture...) dans le but de développer des activités culturelles dans la vallée de l'Hérault. Le projet, entièrement bénévole au commencement, a acquis une légitimité d'actions et de financement au fil du temps. Cette dynamique associative et publique a progressivement permis la revalorisation d'une partie du bâtiment en tiers-lieu. Il accueille désormais un espace de coworking, une salle de résidence de spectacle vivant, un studio d'enregistrement audio, un laboratoire photo ou encore un atelier de sérigraphie.

Cette communauté de structures à forte dynamique culturelle et économique héberge de multiples métiers : illustrateurs, artistes plasticiens, techniciens de la culture, vidéastes ou encore agence de diagnostic et d'accompagnement territorial. Ensemble, ils œuvrent pour l'accès à la culture, les droits culturels, et portent des projets privilégiant des démarches participatives et des logiques trans-



Ondulations, œuvre de land art de Céline Pialot

versales. Seize structures animent ainsi le lieu et accueillent près de deux cents acteurs culturels tous les ans dans le petit village de 1 400 habitants de Val-d'Aigoual.

La Filature du Mazel est aujourd'hui repérée comme un lieu ressource et un moteur culturel local. Elle participe ainsi de l'identité mais aussi du développement économique du territoire. Les acteurs publics se tournent vers elle pour enrichir ou structurer leurs projets culturels et, de leur côté, les compagnies se signalent, intègrent des dispositifs et trouvent leur public sur le territoire. Preuve de cette synergie, le Département du Gard, la communauté de communes Causse Aigoual Cévennes « Terres Solidaires » et les communes alentour ont rejoint le conseil d'administration de l'association. Autres illustrations de la contribution de l'association à la cinématique territoriale, la Filature du Mazel est inscrite dans le schéma départemental du Gard et est membre du comité technique de la convention pour l'éducation artistique et culturelle signée en 2019 par le ministère de l'Éducation nationale, la direction régionale des Affaires culturelles et la communauté de communes.

Une programmation hors les murs qui anime les territoires et investit les paysages

Après plusieurs années d'échanges et de propositions de projets entre la Filature du Mazel et la communauté de communes, des missions au service de différents publics et, plus largement, au service du territoire ont été confiées à l'association. La compétence lecture publique a ainsi été la première couture entre les tissus institutionnels et associatifs. Tout en animant le réseau des bibliothèques du territoire, la Filature du Mazel a pour commande d'enrichir et d'affermir cette maille culturelle des territoires. C'est encore tisser des fils, puisque dans les tout petits villages, la bibliothèque est le premier moyen d'accès à la culture et permet de maintenir aussi des liens, notamment intergénérationnels. Une programmation d'animation est élaborée chaque année, à partir notamment de propositions d'artistes intervenant sur le territoire.

Dans la programmation culturelle que propose l'association, la géographie des lieux est une contrainte structurante. D'une part, le Val-d'Aigoual est un territoire rural de moyenne montagne éclaté en vallées entre Causse, massif de l'Aigoual et vallées

Filature du Mazel

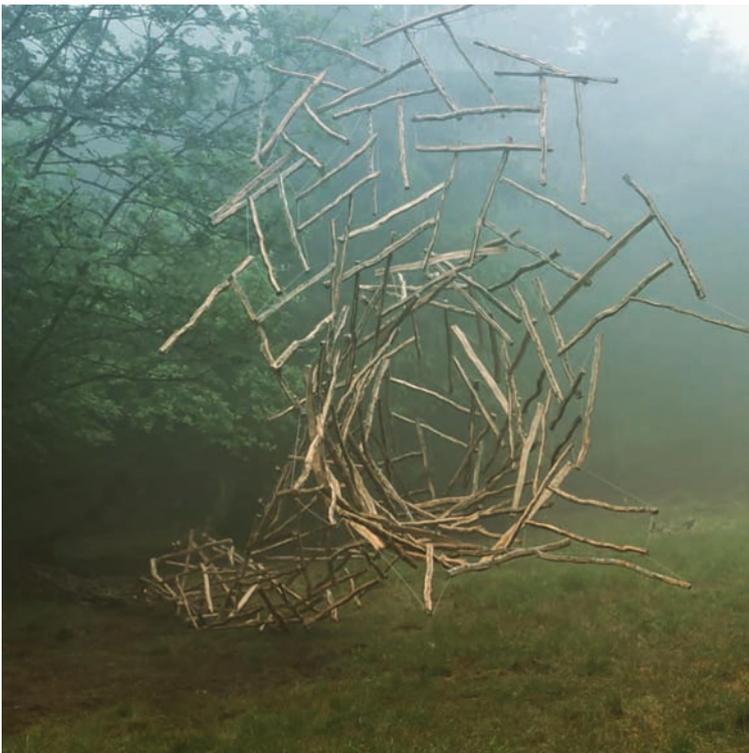


cévenoles. D'autre part, l'implantation et la configuration du bâtiment le rendent inaccessible aux personnes à mobilité réduite. La Filature du Mazel est ainsi obligée de déployer ses activités hors les murs. Des plasticiennes ont ainsi développé le projet de *land art* des « Balcons de l'Aigoual », au sommet du mont du même nom. Ce parcours de 8 km au cœur du parc national des Cévennes, chose exceptionnelle, permet au public de profiter d'une quinzaine d'œuvres répondant à un cahier des charges environnemental rigoureux. Il est ainsi reconnu depuis le début 2021 comme sentier d'interprétation du parc national des Cévennes. Après une phase de concertation, ce projet a donné lieu en 2018 à la signature d'une convention originale et inédite en France entre l'Office national des forêts, le parc national des Cévennes, la communauté de communes Causses Aigoual Cévennes « Terres Solidaires » et la Filature du Mazel. Le projet est exemplaire dans sa capacité à avoir créé une culture commune entre tous les partenaires et, plus encore, dans le fait que sa maîtrise d'œuvre soit portée, non pas par l'association, mais par la communauté de communes qui a intégré cette composante culturelle dans son Pôle nature 4 saisons.

Enchanter les publics, bâtir une économie qui intègre pleinement la culture, mettre les forces du monde artistique au service du territoire et de son attractivité, faire « avec » et non uniquement « pour »... sont autant d'éléments qui distinguent le projet de la Filature du Mazel et expliquent sans doute sa réussite malgré les contraintes inhérentes au lieu. À travers ce projet, chaque acteur a appris à s'appropriier les contraintes et l'esprit des actions de ses partenaires.

Pour « filer la métaphore » de la soie, on peut envisager chaque projet artistique et culturel porté par la Filature du Mazel comme un point de couture et, de la même manière, considérer que la temporalité habitante, le travail de construction et de médiation avec et envers les publics, la gouvernance multi-partenaire et horizontale sont autant de constituants du fil de soie. Finalement, la Filature du Mazel peut elle-même être considérée comme l'insecte, adapté mais fragile, qui inlassablement tisse l'ensemble pour construire une toile alimentant le développement territorial et culturel local. ■

Plein Souffle, œuvre de land art de Xavier Rèche



Ondulations, œuvre de land art de Céline Pialot



... À LIRE...



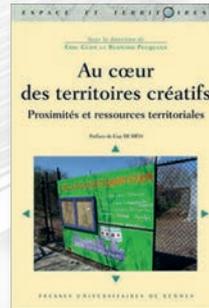
Géraldine DJAMENT-TRAN
et Philippe SAN MARCO
(sous la direction de)
**La Métropolisation de la
culture et du patrimoine**
Le Manuscrit, 2014

Longtemps conçue comme la conséquence locale d'une dynamique urbaine, la culture apparaît aujourd'hui comme un levier essentiel de (re)dynamisation des villes. Les politiques culturelles et les politiques urbanistiques interfèrent de plus en plus au service des stratégies d'insertion dans la nouvelle étape de mondialisation. De véritables métropoles culturelles émergent et fonctionnent en réseau, tandis que toutes les politiques urbaines tendent à inclure une dimension culturelle. Cet ouvrage collectif, issu du séminaire « Politiques culturelles et enjeux urbains » organisé à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, analyse la fabrique métropolitaine de la culture et, réciproquement, la fabrique culturelle de la métropolisation. Il porte une attention particulière aux processus de patrimonialisation au sein des politiques culturelles.



Myrtille PICAUD
**Mettre la ville en musique
(Paris-Berlin)**
Presses universitaires
de Vincennes, 2021

En croisant sociologie de la culture, sociologie urbaine et sociologie des professions, Myrtille Picaud analyse les hiérarchies et les transformations des scènes musicales contemporaines de Paris et Berlin. L'un des rares en sociologie de la musique à étudier ensemble les différents genres musicaux, cet ouvrage se distingue aussi en abordant cet objet à travers ses lieux, les salles de musique, et ses professionnels, les programmatrices et programmeurs, qui sélectionnent les artistes. Il éclaire aussi la façon dont les phénomènes culturels contribuent aux dynamiques urbaines, en transformant les représentations et les fréquentations des différents quartiers de ces deux capitales.



Éric GLON et Bernard
PECQUEUR (sous la direction de)
**Au cœur des territoires créatifs,
Proximités et ressources
territoriales**
Presses universitaires
de Rennes, 2016

Les proximités organisées et territorialisées émergent dans les maillages, les collaborations formelles et informelles, dans la vivacité des pratiques démocratiques locales et dans le sens que les acteurs donnent collectivement au devenir du territoire. Par la diversité des exemples et des réflexions, ce livre montre que les proximités et les ressources territoriales peuvent être au cœur de territoires créatifs et font apparaître des ressources inattendues et inédites.

... À ÉCOUTER...

Podcast « La Fabrique Urbaine », *La contre-culture Domestiquée - (la vi(II)e autrement)*, Euradio
Cet épisode s'inscrit dans une série d'émissions sur les villes alternatives. Il s'intéresse aux conséquences de la ville néo-libérale sur la fabrique urbaine, en particulier dans le domaine culturel, dans les milieux artistiques et alternatifs. La question est abordée avec Luca Pattaroni, enseignant-chercheur en sociologie à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, pour l'ouvrage qu'il a dirigé *La Contre-culture domestiquée. Art, espace et politique dans la ville gentrifiée*. Celui-ci propose une analyse des lieux alternatifs et artistiques, de leur émergence à leur disparition, ou de leur intégration progressive dans la ville créative, à Genève principalement.

Retrouvez les liens vers les podcasts et davantage de conseils de lecture et d'écoute sur le site de la revue :
www.revue-belveder.org



FOCUS AUAT



54 COMPRENDRE

Suivre la pratique cyclable pour alimenter les politiques publiques associées



56 ACCOMPAGNER

Le plan guide, pour maîtriser les mutations de territoires



58 CO-CONSTRUIRE

Des référentiels communs sur l'emploi généré par le commerce

Suivre la pratique cyclable pour alimenter les politiques publiques associées

Dotée depuis 2019 d'un schéma directeur cyclable coordonné par Tisséo Collectivités, l'agglomération toulousaine s'appuie désormais sur un observatoire pour suivre sa mise en œuvre et évaluer ses effets. Élaboré par l'AUAT, l'observatoire agrège diverses données sur la gouvernance, la pratique et les équipements cyclables. Un premier exercice « 2020 » dresse un point d'étape sur les usages de ce moyen de déplacement de plus en plus prisé, en dépit de la crise Covid-19.

Consultez l'observatoire sur le site www.aua-toulouse.org



« L'OFFRE SUSCITE LA DEMANDE



Les 12 km de coronapistes créés dans Toulouse Métropole au cœur du premier temps de la crise sanitaire ont objectivement rencontré leur public. Cet aménagement, qualifié d'urbanisme tactique, a permis de proposer très vite une offre de déplacement alternative.

Elle a donné une visibilité majeure à la pratique du vélo pour les déplacements quotidiens et c'est bien le signe que lorsque les pouvoirs publics créent des infrastructures pour le vélo, les utilisateurs s'en emparent pleinement.

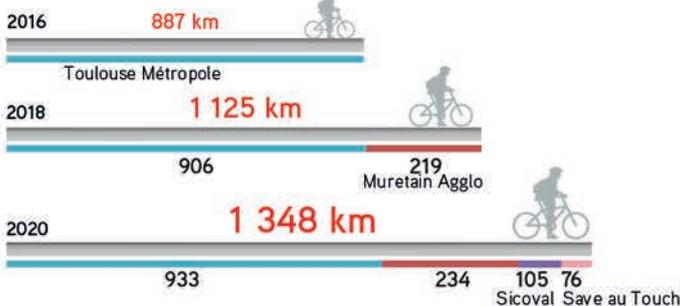
Bastien Fochesato est chargé de projets mobilités à l'AUAT.

Vélô Toulouse

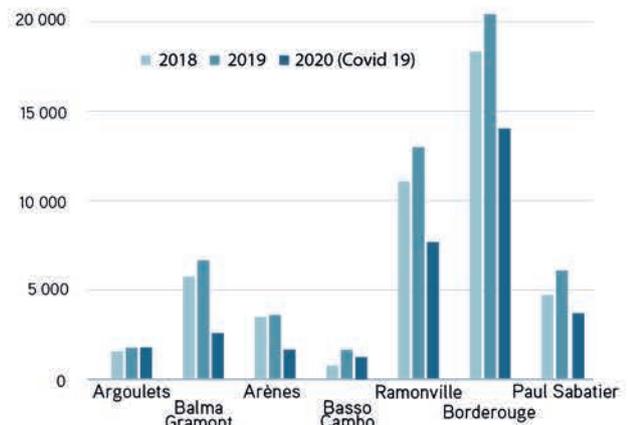


Aménagements cyclables

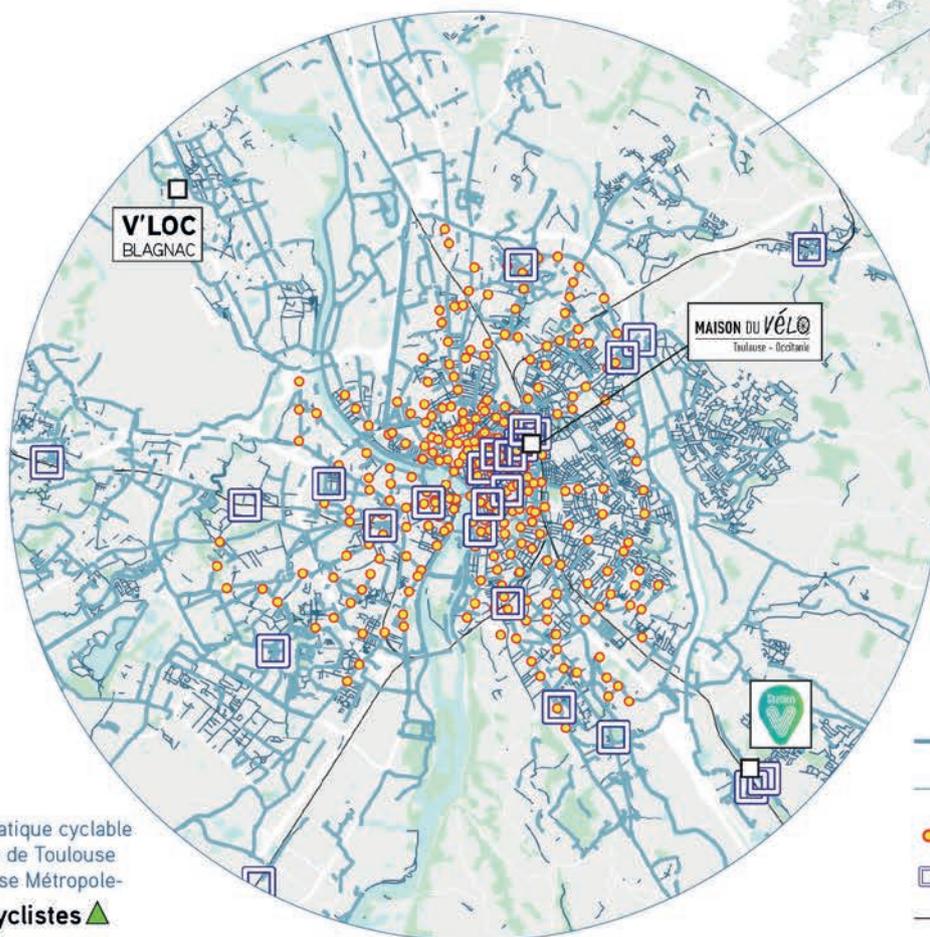
Évolution du linéaire cyclable



Fréquentation des parkings vélo Tisséo -données Tisséo Collectivités-



L'écosystème vélo toulousain



Évolution de la pratique cyclable sur la commune de Toulouse -données Toulouse Métropole-
+32 % de cyclistes ▲

- Pistes, voies, bandes cyclables et voies bus partagées
- Zones limitées et partagées, autres cheminements vélo
- Stations Vélo Toulouse
- Parkings vélos réglementés
- Voies ferrées

Le stationnement vélo

Les parkings vélos réglementés :



Stationnement sur voirie :

Toulouse Métropole :
10 861 places
 (+564 places / 2019)

Sicoval : 460 places



Vélostation de la gare de Toulouse Matabiau



13 149 entrées
 (-58 % par rapport à 2019)

Ils travaillent sur l'enjeu des mobilités à l'AUAT
 Le pôle mobilités de l'AUAT est composé de 8 personnes. Il accompagne les collectivités dans leurs réflexions sur le déploiement de politiques publiques en faveur du vélo et, à ce titre, a récemment participé à la définition du Réseau Express Vélo. Plus largement, le pôle intervient sur des enjeux de mobilités

très diverses pour le compte des membres de l'AUAT, comme récemment la ZFE-m (zone à faibles émissions-mobilité), le schéma directeur covoiturage de Tisséo Collectivités, ou l'appui au renouvellement du réseau de transports collectifs de l'agglomération de Foix-Varilhes. L'équipe mobilités participe aussi régulièrement aux projets urbains ou aux exercices de planification territoriale pilotés par l'agence.

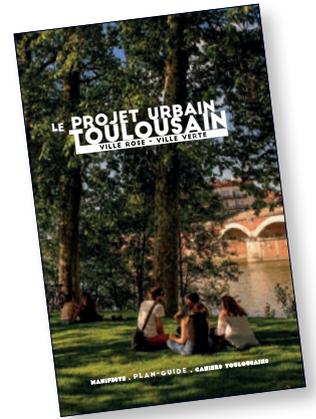


Le plan guide pour maîtriser les mutations de territoires

Des communes de la métropole toulousaine élaborent des plans guides pour anticiper les évolutions urbaines, assurer l'intégration des nouvelles constructions et préserver ce qui fait l'identité et la qualité de leurs quartiers. Décryptage de cet outil de dialogue entre élus, habitants et acteurs de la promotion immobilière.

Avec près de 10 000 nouveaux habitants par an, la métropole toulousaine se classe dans le top 5 des agglomérations les plus attractives en France. Chacune des 37 communes doit ainsi apporter une contribution pour faire face à l'enjeu d'accueil résidentiel. Intensification, renouvellement urbain, extensions : il est attendu que l'aménagement du territoire joue pleinement son rôle, et face à des objectifs quantitatifs, le plan guide apparaît comme une solution. C'est un moyen, en cohérence avec le PLUi-H, de répondre en même temps à des enjeux qualitatifs comme préserver l'environnement, proposer un cadre de vie qualitatif ou encore valoriser l'identité de la commune. Dès 2016, Toulouse a engagé une réflexion visant à structurer à court, moyen et long terme le projet urbain toulousain. Véritable traduction cartographique de la vision politique des élus, le

plan guide présenté en 2019 territorialise les grands enjeux de la commune quartier par quartier. Depuis, les communes de Castelnest, Cornebarrieu, Tournefeuille, Blagnac et Seilh ont lancé à leur tour des projets de plans guides, chacun étant propre aux enjeux de la commune concernée. Prendre les devants pour développer la commune : un plan guide aide ainsi une commune à ne plus subir son développement. Il lui permet d'avoir un temps d'avance, de concrétiser un projet politique en matière d'urbanisme et d'aménagement. C'est aussi un outil de cohérence et d'aide à la décision pour les élus et services des collectivités. Avec une approche prospective, le plan guide est conçu comme le trait d'union des parties prenantes qu'une commune pourra solliciter pour mettre en œuvre le projet : bureau d'étude spécialisé, aménageur, maître d'œuvre et, bien entendu, habitants.



Le projet urbain toulousain



Plan Guide Blagnac

« Il est très important pour les communes d'avoir une trajectoire de ce qui peut se faire en termes d'aménagement, de construction, d'équilibre des quartiers. Le plan guide est très intéressant pour y parvenir. »

Joseph Carles, maire de Blagnac

Les grandes étapes pour réaliser un plan guide

RÉALISER un diagnostic ciblé

La démarche débute, pour la commune, par un diagnostic livrant une approche globale et transversale du territoire dans ses composantes urbaines, paysagères et environnementales. Basé sur une approche terrain, des analyses techniques, les études déjà réalisées et des retours d'expérience, le diagnostic synthétise les points forts et les dysfonctionnements sur la commune, collectivement partagés par l'AUAT, les élus et les services de la commune.

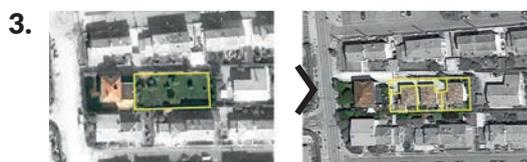
MENER une analyse croisée des territoires

- par quartiers, selon leurs formes et leurs fonctions ;
- par enjeux, selon leur qualité de vie, leur desserte, leur patrimoine ou leur structure foncière.

En résulte une carte, construite avec les élus, identifiant les quartiers de la commune en leur attribuant un « verbe d'action » au regard des enjeux urbains identifiés.

Ces verbes livrent ainsi une photographie du territoire pour accompagner les futurs projets.

EXTRAITS DE TISSU URBAIN



TYPES DE MUTATION

Extension, surélévation, renouvellement sans création de logements supplémentaires



Maintien du logement d'origine, création d'un logement supplémentaire



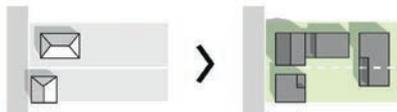
Maintien du logement d'origine, création de plusieurs logements supplémentaires



Mutation du bâti sur rue, création de plusieurs logements supplémentaires



Regroupement parcellaire



Changement de vocation, encadrement public



PRÉSERVER

ACCOMPAGNER

RENOUVELER

RESTRUCTURER

PRÉSERVER

Objectif : maintenir la cohésion du tissu ancien sans le figer, conserver les ensembles patrimoniaux.

Application : maintien du bâti à valeur patrimoniale, comblement des espaces de dégagement/dents creuses, surélévation, construction en second rideau si compatible avec le cœur d'îlot paysager.

ACCOMPAGNER

Objectif : permettre un accueil modéré en cohérence avec l'ambiance urbaine du quartier et les équilibres présents (typologie, paysage), logique d'intensification.

Application : permanence de la structure parcellaire, nouvelle construction adaptée au déjà-là, maintien de la trame paysagère privée.

RENOUVELER

Objectif : favoriser la mutation, selon une ambition d'accueil corrélée au niveau d'équipement du territoire.

Application : opérer des regroupements parcellaires, agir sur la forme urbaine selon une réflexion par rue ou par îlot.

RESTRUCTURER

Objectif : initier et encadrer la transformation du territoire, par l'action conjointe du public et du privé.

Application : sur la base d'un changement de vocation, encadrement public, nouveaux tracés, découpages, nouvelles formes urbaines.

Ils travaillent sur les plans guides à l'AUAT

Les plans guides sont réalisés à la demande des communes par le pôle projets urbains de l'AUAT. L'équipe de 9 personnes est soutenue par les experts thématiques de l'agence selon les besoins identifiés en matière environnementale, de socio-économie, d'habitat ou encore de mobilités.



Des référentiels communs sur **l'emploi généré par le commerce**

L'AUAT s'est fortement impliquée dans les travaux de la FNAU sur l'emploi généré par le commerce : deux publications* en résultent pour livrer des diagnostics précis et utiles sur cette activité présente et son impact en matière d'aménagement. Elles permettent aujourd'hui de disposer d'éléments de comparaison entre territoires : un gain précieux pour les membres de chaque agence d'urbanisme du territoire national.

* Téléchargez ces deux publications sur le site de la Fnau : <https://www.fnau.org>

Comme hier, les collectivités miseront-elles autant demain sur le commerce pour développer l'emploi sur leurs territoires ? Cette question, partagée par celles et ceux qui portent les politiques locales de commerce à l'heure du rebond, peut désormais être abordée en toute connaissance des tendances à l'œuvre depuis une décennie.



La première publication *Le Commerce est-il encore créateur d'emplois ?* dessine les contours du paysage commercial français. Elle partage des références communes à l'échelle nationale – une réussite en soi – et mesure la place prise par le commerce dans l'économie. Le lecteur y découvre aussi les profils types par emplois, utiles pour mesurer les conditions de travail et les profils sociologiques des salariés. Bénéficiant d'une réputation positive quant à sa capacité à créer des emplois en grand nombre, le commerce est sans conteste resté ces 10 dernières années une activité créatrice d'emplois (+222 000), dans la lignée d'une tendance observée dans ce secteur depuis 30 ans. La publication

de la FNAU signale des transformations importantes : les services commerciaux sont devenus le principal moteur du développement de l'emploi commercial, loin devant le commerce de détail. La croissance du e-commerce – dont les effets ne sont que très partiellement lisibles dans les statistiques disponibles – participe à cette mutation.

Quelques chiffres :

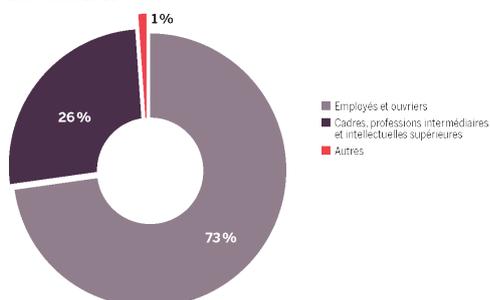
2^e secteur d'activité économique générant le plus d'emplois

4 750 000 emplois, soit **18 %** de l'emploi total français

83 % des postes occupés en CDI

Catégories socioprofessionnelles dans le secteur du commerce

Source : DADS - Insee 2015



82 % d'emplois salariés

73 % d'emplois à temps complet

Secteurs pourvoyeurs de postes en apprentissage

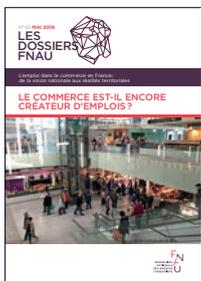


Comprendre les situations et les enjeux de la France commerciale

Cette deuxième publication détaille les particularités territoriales de l'emploi dans le commerce. L'étude des 790 aires urbaines de France mettent à jour 4 profils d'emploi :

1. diversifié, pour 37 % des cas ;
2. concentré dans les grandes surfaces alimentaires, pour 34 % des cas ;
3. représentatif des commerces de proximité, dans 21 % des cas ;
4. orienté vers l'activité commerciale touristique, dans 8 %.

Elle questionne également l'impact du recours croissant aux circuits courts, ainsi que les changements générés par le numérique et les technologies : ces deux tendances rebattront les cartes demain et changeront la physionomie des métiers du commerce et donc l'emploi associé. L'étude livre également une analyse des caractéristiques sociodémographiques ayant un impact déterminant aujourd'hui sur l'emploi généré par le commerce. C'est le cas des revenus, de la part des étudiants et de la dynamique de l'emploi du territoire. Le vieillissement de la population et les migrations sont également identifiés comme étant influents, à l'avenir.



Désormais, lorsqu'un élu nous demande s'il y a trop ou pas assez de commerces sur un territoire, nous pouvons lui donner un éclairage sur le niveau d'emploi généré par les commerces actuels, les comparer avec d'autres territoires. C'est une brique de plus dans la connaissance que nous pouvons lui proposer, au-delà du nombre de points de vente, des surfaces de vente, ou de la dynamique commerciale des locaux.



Yoan Thyssier est chargé de projets au sein du pôle cohésion sociale et attractivités de l'AUAT.

Zoom sur l'alimentaire spécialisé et l'artisanat commercial

L'alimentaire spécialisé et l'artisanat commercial sont les secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois rapportés à la surface de vente, d'après les données de l'Insee (enquête Points de vente 2014). Le nombre d'emplois en équivalent temps plein s'élève à 50 pour 1 000 m² de surface de vente, soit cinq fois plus que dans un magasin spécialisé dans l'équipement de la maison.

Surface de vente et nombre d'emplois moyen selon l'activité commerciale en France

Sources : Insee, DGFIP, enquête Points de vente 2014

	Surface de vente en m ²	Personnes occupées en ETP	ETP estimés pour 1000 m ² de surface de vente
Ensemble	250	5	20
Alimentaire spécialisé et artisanat commercial	60	3	50
Alimentaire non spécialisé	740	15	20
Loisirs, culture et technologies de l'information et de la communication	220	4	18
Équipement de la maison	490	5	10
Équipement de la personne	180	3	17
Biens médicaux	100	4	40
Autres*	210	3	14

* Grands magasins, bazars, carburants, biens d'occasion, autres commerces de détail spécialisés

Ils suivent les enjeux des commerces à l'AUAT

Le pôle cohésion sociale et attractivités de l'AUAT étudie les enjeux du commerce pour l'aire métropolitaine de Toulouse. Cette équipe de 8 personnes produit également des études sur l'emploi, l'immobilier d'entreprise ou encore la démographie, pour alimenter les projets de l'agence destinés aux élus et techniciens des membres de l'agence.



 **AUAT**